



Association déclarée  
Loi de 1901

354, Rue Saint-Honoré  
PARIS-1<sup>er</sup>

Compte Chèque Postal de l'Association  
PARIS 7241-06

## SOMMAIRE

<i>Un prêtre progressiste victime des Soviétiques : Gabriel Kostelnik</i> .....	1	Pologne : <i>Les malfaçons de la production</i> .....	23
<i>Les forces politiques du Parti Communiste Italien</i> .....	6	« <i>L'ivrognerie</i> » fléau social ....	24
<i>Des cheminots britanniques visitent l'Union Soviétique</i> .....	10	Bulgarie : <i>La situation du Parti communiste</i> .....	25
<i>Memento de la « guerre froide »</i> .....	11	LE COMMUNISME EN ASIE	
<i>Duclos, Stîl et les « rabcors »</i> .....	15	<i>De la déviation à la dissidence</i> .....	27
LES PAYS DU GLACIS SOVIETIQUE		Indochine : <i>Ho Chi Minh : « Duclos nous a aidé à gagner des batailles »</i>	28
Allemagne orientale : <i>Ode à Jacques Duclos</i> .....	17	Chine : <i>La coopérative — un premier pas vers la collectivisation de la production et de la distribution.</i>	29
<i>Le niveau de vie des Allemands de l'Est</i> .....	17	Thibet : <i>L'emprise chinoise s'affirme provoquant disette et mécontentement</i> .....	30
Tchécoslovaquie : <i>Institut de propagande antireligieuse</i> .....	18	LA VIE EN U.R.S.S.	
<i>Les juges du « peuple »</i> .....	19	<i>Situation de l'industrie cinématographique</i> .....	31
Roumanie : <i>La fin du régime parlementaire</i> .....	20		
Hongrie : <i>Aveux d'une faillite et prodromes de crise</i> .....	22		

## Un prêtre progressiste victime des Soviétiques Gabriel Kostelnik

Le troisième fascicule du Journal du Patriarcat de Moscou pour l'année 1952 consacre ses trente premières pages à l'année jubilaire du patriarche Alexis, qui fut ordonné diacre le 30 (17) mars 1902 et hiéromoine l'année suivante.

L'article biographique de V. Nikonov, qui occupe les pages 5 à 29 de ce fascicule, revêt une importance particulière, comme source d'information sur les événements auxquels a été mêlé le chef actuel de l'Eglise russe, et en raison des jugements de valeur, que supposent le choix des faits racontés et le relief qui leur est donné.

Parmi les événements les plus considérables, on ne s'étonnera pas de trouver ce que l'auteur appelle la « liquidation de l'union », c'est-à-dire la suppression de l'Eglise uniate de Galicie, désignée au temps de l'administration austro-hongroise, avant la guerre de 1914, sous le terme officiel de « grecque-catholique ».

C'est en 1773 que l'épiscopat ruthène du royaume de Pologne, réuni en synode à Brest-Litovsk, décida de se soumettre à l'obédience du Pontife Romain. Mais, l'union fut combattue à plusieurs

reprises par des adversaires ardents, suscités tantôt par le patriarcat de Constantinople, tantôt par les princes, demeurés orthodoxes, de la Grande Ukraine. A la fin du dix-huitième siècle, les catholiques ruthènes atteignaient le chiffre de douze millions, au nord des Carpathes, en Galicie et en Biélorussie. Cette communauté catholique, fortement organisée, et de plus en plus prospère malgré de nombreuses vicissitudes, avec son rite substantiellement identique à celui de la Grande Russie, était une épine dans le flanc de l'orthodoxie. Nonobstant les mélanges dont elle pouvait être l'objet de la part de certains, en Pologne, c'est seulement dans les pays catholiques, Lithuanie et Pologne, que l'Eglise unie pouvait subsister. Les démembrements successifs de la Pologne devaient, nécessairement, en compromettre l'existence.

En fait, dès le démembrement de 1772, la Biéloruthénie, qui était échue à la Russie, fut soumise à un régime d'exception : le prosélytisme y fut sévèrement interdit et le règlement d'un grand nombre d'affaires ecclésiastiques fut remis

à des juridictions civiles. Les démembrements suivants, de 1791 et 1795, donnèrent à la Russie d'autres territoires habités par les Ruthènes catholiques. Les quatre diocèses ruthènes incorporés à l'empire russe virent alors leurs frontières modifiées à plusieurs reprises et leurs pontifes nommés sans l'agrément du Saint-Siège. En 1825, après déjà bien des épreuves, les Ruthènes catholiques en territoire russe étaient réduits à environ un million et demi. Lorsque, à cette date, le tsar Nicolas 1<sup>er</sup> succéda au prince tolérant qu'avait été son frère, Alexandre 1<sup>er</sup>, l'administration devint encore plus arbitraire, avec le but manifeste de la recherche d'une apostasie en masse.

Le 12 (24) février 1839, l'évêque uniaste de Lithuanie, Joseph Szemaszko, pressé par le pouvoir civil, apostasiait à Polotsk, avec les deux évêques auxiliaires, le sien et celui du défunt titulaire du siège de Polotsk, ainsi que la plus grande partie du clergé subalterne, dont il fut impossible de savoir qui signait spontanément et qui cédait à la violence.

C'est seulement dans les territoires soumis aux gouvernements d'Autriche et de Hongrie que les uniastes purent vivre et maintenir leurs institutions. Ceux de Galicie Occidentale, sous le régime autrichien, jouirent toutefois d'un statut beaucoup plus libéral que ceux de Subcarpathie, administrés par le gouvernement de Budapest. Ils avaient, au moment de leur incorporation à l'Etat polonais en 1921, trois diocèses florissants dont celui de Lvov (Léopol ou Lemberg) avait été élevé au rang de métropole. Lorsque la Galicie fut occupée pour la deuxième fois par l'armée rouge, vers la fin de 1944, il s'y trouvait plus de trois millions et demi de Ruthènes catholiques.

En 1945, l'Eglise ruthène célébrait le 350<sup>e</sup> anniversaire de l'acte d'union signé à Brest-Litovsk. Cette circonstance devait exciter le zèle de la hiérarchie orthodoxe pour une prompte et définitive « liquidation » de l'union. Les circonstances semblaient favorables, analogues sur certains points à celles qui avaient permis à la Russie de réaliser la « liquidation » en 1839. Le tsar Nicolas 1<sup>er</sup>, avait attendu pour faire son coup, la mort du vieux métropolite de Polotsk, Josaphat Bulhak ; au printemps de 1945, il y avait tout juste six mois qu'était décédé à Lvov le métropolite André Szeptyckyj, à qui son long épiscopat avait assuré un immense prestige. Mais, tandis qu'en 1839, il avait été relativement facile d'obtenir la soumission aux autorités religieuses russes, de prélats qui avaient été nommés sans l'intervention du Saint-Siège, et de prêtres, dont un petit nombre seulement avait pu recevoir une éducation ecclésiastique adéquate, les prêtres uniastes de 1945 avaient tous suivi un cours régulier d'études, dans un séminaire, et les sentiments de loyauté des évêques envers le Saint-Siège ne faisaient aucun doute.

Il fallait donc agir sur plusieurs plans et se servir de tout ce qui pouvait diviser entre eux les membres du clergé. L'attaque contre l'Eglise ruthène catholique fut inaugurée par la publication d'un pamphlet anonyme « Croix et poignard », où le défunt métropolite Szeptyckyj était violemment attaqué, accusé de collaboration avec les Allemands pendant l'occupation de ces derniers (1941-1944). Le 11 avril 1945 il fut procédé à l'arrestation simultanée des cinq prélats qui résidaient dans la partie de la Galicie occidentale, dont l'incorporation à la République Socialiste Soviétique d'Ukraine avait été décidée, au mépris des règles du droit international, par un acte qui remontait au 1<sup>er</sup> novembre 1939. Un manifeste fut distribué peu après, dans un double texte, russe et ukrainien, contenant un appel du patriarche Alexis au clergé ruthène, pour l'inviter à rentrer dans le sein de l'Eglise orthodoxe, d'où leurs ancêtres étaient sortis 350 ans auparavant.

V. Nikonov cite plusieurs passages de cet appel et attribue ainsi au patriarche le principal mérite dans la suppression violente de l'Eglise unie de Galicie occidentale. Toutefois, après avoir rappelé les noms des trois évêques apostats de 1839, V. Nikonov reconnaît implicitement que l'appel du patriarche Alexis aurait eu peu d'échos parmi les membres du clergé uniastes s'il n'avait pas reçu l'appui de trois ecclésiastiques, dont il dit qu'ils étaient à la tête du mouvement progressiste dans l'Eglise uniate, le protopâtre Gabriel Kostelnik et les prêtres Antoine Pelvetskyj et Michel Melnik.

En fait, les deux derniers ne sont guère que des comparses, d'après l'article même, bien que tous deux fussent bientôt devenus évêques, Antoine Pelvetskyj pour le diocèse de Stanislavov, et Michel Melnik pour un diocèse nouveau, dit de Sambor-Drohobicz. Celui dont l'adhésion au patriarcat de Moscou entraîna beaucoup de ses confrères à l'apostasie fut le protopâtre Gabriel Kostelnik, qui refusa l'épiscopat en raison de sa situation de prêtre marié. Ce fut lui, suivant Nikonov, qui présida l'assemblée du clergé, tenue à Lvov les 8 et 9 mars 1946, au cours de laquelle 204 prêtres rejetèrent l'obédience du Saint-Siège et acceptèrent de se soumettre à la juridiction de Moscou. Ils étaient les représentants d'un clergé qui, entre les deux guerres, avait dépassé, religieux compris, le chiffre de 3.000. Il va sans dire que beaucoup de leurs confrères ne pensaient pas comme eux.

V. Nikonov qui écrit une biographie du patriarche Alexis, aurait pu s'arrêter à ce point. Il a préféré ajouter un paragraphe sur la mort de Gabriel Kostelnik, assassiné au moment où il sortait de son église à Lvov, le 21 septembre 1948. Après avoir dit comment l'acte du 8 mars 1946 mit fin à une union, qui pendant 350 ans procura au peuple ukrainien beaucoup d'amertume et de larmes, Nikonov écrit : « *Les agents du Vatican ne cessèrent pas leurs machinations clandestines hostiles. La main d'un assassin mercenaire interrompit la vie de celui qui avait pris l'initiative de la liquidation de l'union, le protopâtre Père Gabriel Kostelnik. Mais la gloire des hommes excellents ne disparaît pas avec leur mort. Ils demeurent, eux et leurs hauts faits, intacts, à jamais.* »

\*\*\*

Qui était donc le prêtre catholique, auquel le Patriarcat de Moscou vient de faire décerner de pareils éloges ?

Gabriel Kostelnik est né en Croatie, à Ruski Kstur, dans le diocèse grec-catholique de Krizevci, en 1886. Après avoir terminé ses études secondaires au séminaire grec-catholique de Zagreb, il étudia la théologie à Lvov, puis la philosophie en Suisse, à l'Université de Fribourg. Ayant obtenu son doctorat, il ne rentra pas dans son diocèse d'origine, mais retourna en Galicie, se maria et fut ordonné prêtre. Nommé catéchiste au lycée royal autrichien, il passa ensuite, dans la même qualité, au lycée ukrainien. Il ne tarda pas à se faire connaître et apprécier, comme philosophe et comme poète. A Krizeveci, il était considéré comme le poète national du nouveau ruthène en Croatie.

A la fin de la lutte qui suivit la première guerre mondiale entre la Pologne et l'Ukraine, il fut nommé professeur au séminaire grec-catholique de Lvov. Ses élèves notaient alors qu'il était peu favorable à la philosophie scholastique; il s'intéressait davantage à la psychologie et à l'étude des phénomènes extraordinaires. Il écrivit sur le spiritisme. Ses études d'alors devaient le mener à s'occuper de la stigmatisée Nustia Velos-hyn, dont la renommée fut grande, en Galicie, au temps de la deuxième guerre mondiale.

Ame ardente, intelligence vive, plutôt superficielle, à ce qu'il semble, Gabriel Kostelnik a dû se laisser impressionner de bonne heure par les ambitions de ceux qui, dans les années tranquilles de l'avant-guerre, rêvaient déjà de la constitution d'une Grande Ukraine, dans laquelle se trouveraient tous ceux qui parlent un des dialectes petit-russiens. Ces dialectes étaient parlés dans les régions méridionales et sud-occidentales de l'empire russe, mais n'avaient pas pu s'y développer au temps des tsars, en une littérature classique. C'est seulement en Galicie, sous le gouvernement autrichien, que l'ukrainisme se sentait libre. Le mazzepisme y apparaissait d'ailleurs surtout comme une attitude d'intellectuels. Le musée ukrainien, fondé à Lvov par le métropolitain Szeptyckyj, ne pouvait pas être considéré comme l'instrument d'une politique. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait pas eu, dans la population, des aspirations nationales insatisfaites. La guerre, avec ses vicissitudes d'avances et de reculs des armées, devait donner corps à ces aspirations. A la fin de la première guerre mondiale, l'incorporation à la Pologne avait fait de la Galicie occidentale une zone de l'Europe où les divers éléments ethniques se supportaient difficilement les uns les autres. Les Ukrainiens y souffrirent cruellement, pendant plusieurs années, d'un complexe d'infériorité ressenti par tous, avec plus d'acuité cependant par les intellectuels.

C'est dans ces conditions de tension continue que s'ouvrit en 1923 une double querelle dans les rangs du clergé grec-catholique, sur le célibat des prêtres et sur la manière d'accomplir les cérémonies liturgiques. Lors de l'union de Brest-Litovsk, en 1595, le Saint-Siège avait déclaré qu'il n'entendait pas imposer aux Ruthènes des changements substantiels dans leur discipline.

Les prêtres de paroisse, dans les chrétientés orientales, sont habituellement des hommes mariés. La plupart du temps, les évêques ordonnaient prêtres, avant l'union, des hommes d'un certain âge, qui recevaient une rapide formation, surtout liturgique, grâce à laquelle ils devenaient capables de célébrer les mystères eucharistiques et d'administrer les sacrements. Lorsque les évêques orientaux passés sous l'obédience du Pontife Romain eurent institué des séminaires, il était d'usage que les séminaristes, à la fin de leurs études, attendissent d'avoir pris femme pour solliciter de leur évêque l'admission aux ordres majeurs, du diaconat et de la prêtrise.

Or, en 1923, à la rentrée d'octobre, les séminaristes des deux diocèses ruthènes de Przemysl et Stanislavov eurent la surprise de s'entendre déclarer qu'ils ne pourraient être ordonnés que comme prêtres célibataires, par décision des évêques de leurs diocèses. Le métropolitain de Lvov n'avait pas voulu s'associer à cette décision de ses deux suffragants.

Le métropolitain et ses suffragants étaient encore en discussion sur la question liturgique. Les Ruthènes, devenus catholiques, se trouvaient une minorité dans le royaume de Pologne, dont le souverain et la noblesse suivaient le rite latin. Les Ruthènes se trouvaient traités en parents pauvres: leurs évêques ne devinrent pas membres du *Sejm* ou parlement national, auquel les membres de la hiérarchie latine appartenaient de droit. Le clergé, insensiblement, introduisit des gestes semblables à ceux des prêtres latins dans une liturgie, qui ne les comportait pas. Les textes liturgiques étaient restés à peu près ce qu'ils étaient au moment de l'union, mais des latinismes s'étaient introduits dans les cérémonies, que certains revendiquaient comme un moyen de se distinguer des dissidents. Le métropolitain aurait voulu que la liturgie eucharistique fut aussi conforme que possible à la tradition de Kiev, différente au seizième siècle de celle de Moscou. Ce retour

aux anciens usages lui semblaient indispensable pour favoriser la réalisation, dans le cadre de la Grande Ukraine, de la réunion de tous les chrétiens, dans l'obéissance au Successeur de Pierre.

La querelle du célibat avait commencé par la publication à Stanislavov en 1924, d'un opuscule intitulé : « *Le célibat du clergé et le clergé marié* ». Le ton de la brochure n'était pas ironique: le clergé marié y était bafoué, ainsi que les femmes des prêtres. La revue *Nyva*, (Le Sillon), destinée aux prêtres du ministère, dont Kostelnik était le rédacteur, prit avec ardeur la défense du clergé marié. L'évêque de Stanislavov, Mgr. Chomyszyn, dont on savait l'opposition au métropolitain, fut accusé d'avoir écrit la brochure où le clergé marié était diffamé. Lorsque le 5 mars 1925, des groupes importants de séminaristes abandonnèrent les études ecclésiastiques, parce qu'ils ne voulaient pas être obligés au célibat, la revue *Nyva* publia alors leur déclaration. En plus d'un article sur le célibat et ses conséquences, la même revue qui continua sa campagne en 1926, publia encore une formule de protestation, qui avait été approuvée par la réunion générale de la Société de Saint-Paul.

Dans le cours de cette campagne, Kostelnik avait manifesté qu'il respectait peu l'autorité des évêques. En 1927, alors qu'il était doyen de la Faculté de théologie de l'Académie ecclésiastique, élu par ses collègues, il manifestait à nouveau son peu de respect pour l'autorité hiérarchique, en même temps qu'il affichait un nationalisme outrancier. En 1930, il dut renoncer à l'enseignement, la nouvelle en fut donnée par le fascicule d'octobre de la revue *Nyva*. Il était dit tout simplement que Kostelnik avait cessé d'être professeur de philosophie à l'Académie. Le métropolitain, qui lui avait demandé à plusieurs reprises de ne pas attaquer les évêques, le nomma directeur d'une imprimerie fondée peu avant, lui procurant ainsi une place honorable et une situation financière avantageuse.

Kostelnik aimait à faire du ministère et ses discours étaient appréciés. Il était vicaire coopérateur à la paroisse du *Spas*, c'est-à-dire du Sauveur ou de la Transfiguration, dont le curé, Wladimir Sadovskyj, né en 1865, avait un grand ascendant sur un groupe d'ecclésiastiques se piquant d'intellectualisme. Kostelnik lui succéda comme curé du *Spas*, après sa mort au cours de la première occupation soviétique de la Galicie.

La campagne contre le célibat obligatoire et l'opposition de Kostelnik aux évêques de Przemysl et de Stanislavov, lui avaient attiré la sympathie du clergé et l'avaient mis en évidence. Son éviction de l'enseignement en avait fait un mécontent. Son ardeur dans les discussions politiques pouvait le rendre capable d'influencer les masses. Il n'est pas étonnant que les autorités soviétiques aient cru pouvoir s'adresser à lui, au cours de leur première occupation de la Galicie, de septembre 1939 à juin 1941. Les troupes de l'armée rouge avaient été bien reçues dans la plupart des paroisses de la Pologne orientale, où beaucoup s'imaginaient qu'elles étaient dirigées contre les Allemands d'Hitler. Les autorités soviétiques eurent bien soin, d'ailleurs, dans les premiers temps, de ne rien faire qui put inquiéter les habitants de la zone d'occupation. Mais les communistes n'oublièrent jamais leur but ultime: la destruction de toutes les religions, et principalement de l'Eglise catholique.

Il y eut certainement des offres faites à Gabriel Kostelnik: il devait être facile de l'envoûter, en lui parlant de la Grande Ukraine, d'une organisation ecclésiastique où le clergé national eût été moins étroitement soumis au contrôle de Rome, d'un retour à la liberté pour les séminaristes de se marier avant de recevoir les ordres. Il se peut que Kostelnik ait été ébranlé par les belles paro-

les des tentateurs. Mais, il se souvint de la bienveillance que le vieux métropolite lui avait conservée malgré tout. Il ne voulut pas le trahir et ne céda à aucune pression, pas même lorsque les Rouges, avant de quitter Lvov, où ils commirent dans les derniers jours d'abominables massacres, lui enlevèrent son plus jeune fils.

Les Allemands entrèrent à Lvov dès les premières semaines de leur campagne contre l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. Beaucoup avaient souffert de l'occupation soviétique; beaucoup de jeunes acceptèrent de s'enrôler sous l'uniforme allemand pour faire la guerre aux occupants de la veille, et ce, malgré les avertissements du métropolite Szeptycky, plus clairvoyant une fois encore que la plupart de ceux qui l'entouraient.

Deux fils de Kostelnik s'engagèrent pour venger l'enlèvement de leur plus jeune frère. Quand les armées rouges rentrèrent à Lvov, Kostelnik aurait dû être accusé de collaborationnisme et condamné. Non seulement il ne fut pas inquiété, il fut autorisé à faire partie d'une délégation de quatre prêtres qui se rendirent à Moscou, porteurs d'une lettre pour Staline. La résistance de l'armée soviétique à Stalingrad, lui avait assuré un énorme prestige aux yeux de ceux-là même qui avaient pu être éblouis par l'organisation et les moyens matériels de l'armée hitlérienne. Kostelnik revint de Moscou, émerveillé par ce qu'il avait vu. Il semble qu'il ait raisonné dès lors sous l'empire de la conviction que la puissance soviétique était assurée de posséder pour jamais la domination universelle. Il peut avoir été engagé, dès lors, au service des autorités de Moscou. C'est ce que suggère son action des années suivantes. Mais il se pourrait aussi qu'il ait pensé qu'il fallait s'adapter, pour un temps, à une situation qu'il était impossible de modifier. Sa doctrine théologique sur l'organisation de l'Eglise et l'autorité du Souverain Pontife ou des évêques n'était pas bien ferme. Enfin, son protecteur et ami, le métropolite Szeptycky était mort. Au moment opportun, dit-on, Kostelnik vit arriver le fils qu'on lui avait enlevé en 1941. L'homme, qui avait résisté pendant la première occupation soviétique et qui avait prêché avec vigueur, pendant l'occupation allemande, soutenant efficacement la vie religieuse de ses paroissiens du *Spas*, chancela et se rendit.

Il est difficile de déterminer exactement à quelle date Gabriel Kostelnik céda et plus difficile encore de déterminer comment il envisageait l'avenir : s'il fut persuadé, comme tant d'autres, qu'aucune puissance ne pourrait plus arrêter les progrès du communisme bolchevique, ou s'il s'imagina qu'en cédant extérieurement à la puissance dominatrice, on pourrait conserver plus facilement dans la masse le sentiment chrétien.

Quoi qu'il en soit, lorsque la presse rouge de Lvov commença le 8 avril 1945 la publication de l'article « *Croix et poignard* », qui devait paraître séparément quelques jours plus tard, Kostelnik ne devait pas avoir encore cédé, car il est attaqué dans cet opuscule pour avoir laissé deux de ses fils s'engager dans les troupes ukrainiennes au service de l'Allemagne. Cette dénonciation publique était, sans doute, une manœuvre d'intimidation, qui devait faire craindre à l'accusé, non seulement une arrestation et un procès, dont l'issue ne pouvait lui être que fatale, mais encore quelque acte de vengeance sur une fille qu'il chérissait, mariée à Ruski Kstur, en Croatie, son pays d'origine, puisque le maréchal Tito était encore étroitement lié aux gouvernants de Moscou.

Kostelnik devait avoir une certaine rancune contre le métropolite Joseph Slipyj, qui, comme recteur de l'Académie ecclésiastique, l'avait contraint en 1930 à renoncer à sa chaire de philosophie. Pourtant, il semble bien qu'il ne fit rien

contre lui et que ce fut seulement après le 11 avril 1945, c'est-à-dire après l'arrestation de tous les évêques, et lorsque l'Eglise ruthène se trouva tout d'un coup sans chef que Kostelnik céda. Kostelnik avait une théologie déficiente et il n'avait pas l'étoffe d'un martyr: il aimait la bonne chère et, au temps de ses campagnes contre le célibat des prêtres, ceux qui le connaissaient le mieux attribuaient aux libations exagérées de vodka la violence de son style. On dit aussi qu'au cours de sa visite à Moscou il fut abondamment ravitaillé en vodka et sans doute cela l'aidait-il à juger des choses avec un optimisme confiant qu'un peu de sang-froid aurait tempéré. Il est certain que dans son action postérieure, lorsqu'il essaya d'entraîner ses anciens confrères dans la voie qu'il avait choisie, il les invitait à discuter autour de tables chargées de mets fins et de boissons fortes.

Les faits qui suivirent la décision de Gabriel Kostelnik de travailler pour le compte des autorités soviétiques, sont connus. Les documents principaux de sa campagne ont été publiés en traduction française dans la *Documentation catholique*, dès le début de 1946, t. XLIII, col. 58-61 et 85-91. Le jour même où il écrivait au Soviet des Commissaires du Peuple de la République Soviétique Socialiste d'Ukraine pour annoncer la constitution d'un Comité d'Initiative pour l'union de l'Eglise gréco-catholique avec l'Eglise orthodoxe, le 28 mai 1945, et sans attendre la reconnaissance officielle qui fut donnée seulement le 18 juin suivant, il adressa au clergé gréco-catholique la lettre qui l'invitait à se détourner de l'obédience romaine.

L'appel du patriarche de Moscou au clergé gréco-catholique avait été distribué dès le début du mois de mai, tombant sans doute dans le vide, puisque la lettre du comité Kostelnik-Melnik-Pelvetzkyj a bien soin de n'y faire aucune allusion. Le patriarche avait insisté, dans son appel, sur la victoire remportée par l'armée rouge sur les forces hitlériennes. Le comité d'initiative eut bien garde de ne rien en dire. Sans doute, la Galicie avait souffert de l'occupation allemande, mais l'expérience de la première occupation soviétique avait été telle que la perspective d'une soumission définitive au gouvernement de Moscou ne plaisait à personne.

Le patriarche avait affirmé que la divine Providence venait de rendre à la Russie ses anciennes frontières. Moscou n'avait jamais régné sur la Galicie occidentale et les Galiciens le savaient bien. Ils ne ressentirent en aucune façon le bonheur envisagé par le patriarche, d'une étroite maternelle éventuelle de « l'Eglise russe orthodoxe ». Les membres du clergé et les fidèles ayant un peu de culture savaient ce qu'avait été l'étreinte pour les contemporains de Semaszko.

L'invitation du comité d'initiative ne parla pas de Moscou, ni de son patriarche. Il n'y était pas question de la Russie, mais de l'Ukraine, encore qu'il y eut, nécessairement, une profession de loyalisme envers l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, considérée dans son ensemble, le tout dont la République Soviétique Socialiste d'Ukraine constituait une partie. Kostelnik et ses comparses insistaient sur les raisons que leurs compatriotes avaient de se plaindre des Polonais et de Rome, le Saint-Siège étant rendu responsable de tout ce qui pouvait être reproché aux gouvernements des pays auxquels ils appartenaient les Ruthènes unis.

Les récriminations pouvaient facilement trouver un écho dans le clergé, qui avait longtemps souffert d'un complexe d'infériorité. Le rappel des causes de mécontentement est le point d'appui de toutes les entreprises communistes : l'humanité a toujours prêté l'oreille à ceux qui lui rappellent une infériorité ou une gêne, présente

ou passée. Pour se venger des humiliations subies, il fallait rompre avec Rome. Kostelnik se proposait de fournir à ses confrères, dont plusieurs étaient ses anciens élèves, des motifs scientifiques pour la résolution qu'ils devaient prendre. La lettre du Comité d'Initiative annonçait la publication d'un opuscule, déjà sous presse, sur les bases dogmatiques de la Papauté.

La lettre du Comité d'Initiative essayait aussi de faire vibrer la corde panslaviste. Le monde slave allait s'affirmer d'une façon victorieuse et pour toujours. Les Ruthènes, incorporés à la Grande Ukraine, et ne faisant plus qu'un avec ses habitants, après leur renoncement à l'obédience de Rome, seraient vengés de toutes les humiliations que les latins leur avaient infligées depuis l'acte d'union de Brest-Litovsk. Ces idées, que les prêtres progressistes du cercle du *Spas* avaient agitées bien souvent, étaient enfin exposées au grand jour par le successeur de celui qui les avait semées, le P. Wladimir Sadovskij.

L'Eglise ruthène avait été privée de ses chefs légitimes par l'arrestation des évêques survenue le 11 avril. Tandis que l'orage se préparait, les membres du clergé se sentaient privés de cette autorité, qui permet seule à un organisme de surmonter les crises. Kostelnik connaissait l'existence du malaise: il proposait donc un remède. Le Comité d'Initiative proclamait que son but était de faire sortir l'Eglise de Galicie « du chaos et de l'anarchie », dans lesquels elle se trouvait. Et, anticipant l'approbation officielle, demandée le même jour, le Comité annonçait que le gouvernement ne reconnaîtrait pas d'autres décisions que les siennes, ni « aucune autre hiérarchie administrative pour l'Eglise grecque-catholique ». Dans un état policier, et dans une zone d'occupation, il faut se procurer sans cesse des documents officiels, papiers d'identité ou cartes d'alimentation. Le Comité d'Initiative comptait sur ce besoin d'attestations pour amener tous les membres du clergé à entrer en relations avec lui.

Mais, il y eut une réaction qui ne se fit pas attendre. Dès le 1<sup>er</sup> juillet, un groupe de prêtres fidèles, groupés autour de membres du chapitre, écrivaient au vice-Président du Soviet des Commissaires de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, M. Molotov, pour lui signifier qu'ils ne voulaient pas apostasier, ni reconnaître l'autorité d'un Comité, qui s'était constitué sans mission venant d'en-haut. L'idée du Comité devait venir de Kostelnik, qui semble n'avoir considéré l'Eglise que comme une organisation humaine, s'adaptant aux circonstances, sans aucune base transcendante. Il rappelait d'ailleurs à tout le clergé des paroisses qu'il fallait veiller à ce que la vie religieuse ne soit pas diminuée et qu'il fallait, par conséquent, conserver tout ce qui, dans les pratiques habituelles, contribuait au plus grand développement de la vie religieuse. Kostelnik n'oubliait pas qu'il était curé, mais en supposant la vie religieuse indépendante de la profession d'obédience, sinon de la profession de foi, il montrait qu'il était très loin, dans sa vie spirituelle, de certaines vérités, que l'Eglise catholique regarde comme fondamentales.

La brochure sur la Papauté parut au mois d'août avec un permis d'imprimer délivré le 28 juillet 1945. Elle avait été imprimée à 5.000 exemplaires. Dans un bref épilogue, Kostelnik exposait qu'il l'avait préparée dès 1931, après la lutte qu'il avait menée dans la *Nyva*. Conscient de sa responsabilité comme directeur d'une revue, qui devait contribuer largement à former la mentalité des membres du clergé, il avait voulu acquiescer à une claire vision de ce qui s'était passé, afin de leur savoir dans quelle direction il devait entraîner ses lecteurs.

Les arguments de Kostelnik sur la Papauté ne contiennent rien de nouveau. Il cite les canons

du Code de droit canonique latin pour définir la position actuelle de l'Eglise romaine; il discute longuement l'exégèse catholique des textes évangéliques relatifs à la primauté de Saint Pierre; il conteste les témoignages historiques. La lecture de son mémoire eut sans doute moins d'effet que les argumentations *inter pocula*, pour entraîner dans le schisme les prêtres grecs-catholiques. C'est seulement sept mois après la diffusion de l'opuscule que Kostelnik put recommander la convocation de l'assemblée du clergé, qui eut lieu les 8 et 9 mars 1946 dans la cathédrale Saint-Georges, pour prononcer officiellement que l'Eglise grecque-catholique de Galicie occidentale avait cessé d'exister.

La compilation de sa brochure sur la Papauté valut à Gabriel Kostelnik d'être considéré dès lors par le patriarcat de Moscou comme le spécialiste de la question romaine. D'après l'épilogue de sa brochure, Kostelnik s'était séparé depuis longtemps, dans son cœur, de la catholicité. Il s'en est vanté ailleurs encore disant qu'il s'en ouvrirait parfois, entre amis, dans un temps où, sous le régime polonais, il lui aurait été impossible de publier ses idées. Si, pendant la première occupation soviétique, il s'est abstenu d'imprimer son travail, c'est, disait-il, parce qu'une publication prématurée aurait pu nuire à la cohésion de la communauté grecque-catholique dont les intérêts nationaux exigeaient alors qu'elle demeurât intacte. En 1945, l'acceptation de l'obédience à Moscou lui apparaissait comme la seule voie à suivre.

L'Union Soviétique avait délivré les Ruthènes des Allemands et des Polonais; l'Eglise russe, par son loyalisme patriotique, avait obtenu du gouvernement soviétique un certain nombre d'avantages. Ne fallait-il pas assurer à ses compatriotes une participation à ces avantages, qu'eux-mêmes, Ruthènes de Galicie occidentale, n'auraient eu aucune chance d'obtenir autrement, groupe insignifiant en face des Russes demeurés croyants, dont les manifestations de foi en 1942 avaient ouvert les yeux aux membres du gouvernement de Moscou, leur inspirant vis-à-vis des ministres du culte des ménagements nouveaux? Voilà encore comment Kostelnik essayait de tranquilliser sa conscience.

Les autorités religieuses d'obédience moscovite se sont vantées d'avoir obtenu l'adhésion de 1.100 prêtres ayant appartenu aux trois diocèses grecs-catholiques de Galicie. Mais, quel avantage personnel en ont retiré ces prêtres? Combien d'entre eux se trouvent encore en service dans leurs paroisses? Le Comité d'Initiative, et Kostelnik personnellement, insistaient pour que rien ne soit changé aux formes extérieures du culte, même à celles qui ne cadreraient pas avec les usages de Moscou. Ces précautions n'empêchèrent pas que de nombreux fidèles aient déserté, de suite, les églises, où officiaient des prêtres ayant cessé de prier pour le Pape.

Le prestige personnel de Kostelnik, qui eut une part considérable dans le succès du Comité d'Initiative, est allé en décroissant en Galicie dans la mesure où il augmentait à Moscou. Kostelnik eut une part prépondérante dans les travaux de la commission chargée de tracer pour la Conférence pan-orthodoxe de Moscou, le programme de la lutte contre le Vatican. Il se vantait de savoir mieux que les orthodoxes de naissance, en sa qualité d'ancien catholique, ce que vaut la puissance de l'Eglise catholique et comment il faut lutter contre elle, énergiquement. C'est Vasil Teplov, qui le raconte dans son article consacré à Kostelnik, un an après sa mort, dans le journal du Patriarcat de Moscou, 1949, fasc. 10, pp. 33-42. La brochure de 1945, les articles que Kostelnik publia en 1946, dans le Journal ecclésiastique de Lvov, les mémoires qui furent insérés

dans les Actes de la Conférence pan-orthodoxe de 1948, (traduction française publiée par les soins du patriarche de Moscou en 1950) sont les témoignages de ses déviations théologiques.

Les autorités soviétiques ont accusé le Vatican d'avoir fait assassiner Kostelnik. Vraiment, on ne voit pas en quoi l'assassinat du 21 septembre 1948 aurait pu profiter à l'Eglise romaine ou au Saint-Siège. L'assassin s'est suicidé et il ne semble pas que les autorités civiles aient fait un grand effort pour l'identifier. Kostelnik était de tendance aristocratique et il n'avait jamais eu de sympathie pour le maquis ukrainien. Ses compatriotes devaient souffrir chaque fois qu'ils le voyaient photographié avec des prélats moscovites, dans son costume de dignitaire ruthène, soutane latine et ceinture violette suivant l'ancienne formule du clergé autrichien, tandis que le patriarcat de Moscou aimait à donner de la publicité à ces photographies. Kostelnik avait

toujours compris que, pour réussir, son mouvement devait demeurer exempt de toute russification. Mais, il ne pouvait pas résister aux invitations des autorités religieuses ou civiles de Moscou. S'il est mort misérablement, c'est parce que Moscou l'a compromis aux yeux de ses compatriotes, las de le voir devenu le laquais des Soviets.

Le prêtre progressiste, aux convictions théologiques dépourvues de fondement suffisant, qui avait soulevé l'enthousiasme de ses compatriotes tant qu'il leur avait parlé de l'Ukraine, a été honni par ceux qui ont continué de voir dans la Russie soviétique l'ennemie numéro 1 de leur pays. Sa méfiance vis-à-vis du Saint-Siège a entraîné progressivement Gabriel Kostelnik à devenir le serviteur aveugle des ennemis du Saint-Siège. C'est ainsi que, par suite d'une déviation théologique, l'ukrainisant outrancier de 1930 est tombé en 1948 victime du maquis ukrainien.

## Les forces politiques du Parti Communiste Italien <sup>(1)</sup>

C'EST en mars 1921 qu'à la suite de la scission du Parti socialiste au congrès de Livourne, fut fondé le Parti communiste italien. Les fondateurs en furent : Tasca, Boraïga, Bombacci, Togliatti, Gramsci, Scoccimarro et Terracini. Les trois premiers devaient quitter le parti à la suite de divergences ; l'un d'eux, le troisième, finit même par devenir fasciste et mourut auprès de Mussolini en avril 1945. Gramsci fut vaincu par la tuberculose et s'éteignit en 1937 dans la clinique Quisisana de Rome, après des années de détention : il fut inhumé dans la capitale au « cimetière des protestants ».

Après 1925, Scoccimarro et Terracini furent accusés de complot contre la sûreté de l'Etat, incarcérés, puis internés dans les îles de la mer Tyrrénienne. Ils ne réapparurent sur la scène politique qu'en 1943, après la chute du fascisme.

Le seul représentant important du communisme qui se soit soustrait à la lutte dans le pays fut Palmiro Togliatti, qui avait réussi à gagner la Russie où il apprit, à l'école de Moscou, le verbe stalinien. C'est ainsi qu'après une courte période de dissidence, il devint le fidèle exécutant des directives bolcheviques et rentra en Italie le 4 avril 1944 pour prendre la direction du parti.

Dès son retour, il fit taire les impatiences des intransigeants et amorça une politique des fronts populaires, d'alliances avec toutes les forces antifascistes (qui s'étendirent progressivement des monarchistes fidèles à la maison de Savoie, jusqu'aux libéraux de Nitti).

L'organisation du Parti communiste italien fut fixée en 1945 sur l'intervention personnelle de Togliatti. Ce n'est qu'ensuite que les Congrès eurent à l'approuver. Mais le fait que les leviers de commande sont toujours aux mains des mêmes hommes est la preuve d'une bureaucratisation inouïe et que le système est fondamentalement dépourvu du moindre vestige de démocratie.

### La direction du P.C.I.

A l'heure actuelle, la direction du Parti communiste italien est composée de la manière suivante :

*Secrétaire général du Parti* : Palmiro Togliatti ; *secrétaires généraux adjoints* : Luigi Longo, Pietro Secchia ; *secrétaire régional pour la Campanie* : Giorgio Amendola ; *pour l'Emilie* : Antonio Roasio ; *pour la Sardaigne* : Velio Spano ; *pour la Lombardie* : Arturo Colombi ; *pour la Sicile* : Celeste Nagarville ; *secrétaire général pour la C.G.I.L.* (Confédération Générale Italienne du Travail) : Giuseppe Di Vittorio ; *secrétaire général pour la FIOT* (Fédération Italienne des Travailleurs du Textile) : Teresa Noce ; *secrétaire général de la C.G.I.L.* : Agostino Novella ; *responsable de la Presse et de la Propagande* : Giancarlo Pajetta ; *secrétaire responsable de la FIOM* (Fédération Italienne des Travailleurs de la Métallurgie) : Giovanni Roveda ; *secrétaire général pour les Partisans de la Paix* : Emilio Sereni ; *responsable de la Commission de l'Agriculture* : Ruggero Grieco ; *secrétaire du Comité National de l'U.D.I.* (Union des Femmes Italiennes) : Rita Montagnana ; *responsable de la Commission des Affaires Etrangères* : Umberto Terracini ; *secrétaire général de la F.G.C.I.* (Fédération des Jeunes communistes Italiennes) : Enrico Berlinguer.

Ce sont là les titulaires des postes pour ainsi dire officiels. Nous savons toutefois que la propagande au sein de l'armée est dirigée par Pietro Secchia, que l'on considère comme le « dur » du Parti, tandis que la direction de l'organisme paramilitaire, constitué pendant la guerre des partisans et jamais dissous depuis, est exercée par Luigi Longo. Ce dernier fut commandant des forces partisans « rouges », dites *garibaldiennes*, pendant la lutte de la Résistance en Italie du Nord.

Ruggero Grieco, qui séjourna également fort longtemps à Moscou, assure les rapports directs avec le Kremlin et avec l'ambassade soviétique à Rome.

Ce sont ces hommes qui ont dirigé la politique

(1) Voir B.E.I.P.I., n° 70, 16.30 juin 1952. Les communistes italiens s'efforcent de reconstituer le front antifasciste.

du communisme en Italie. Ils s'étaient efforcés tout d'abord, au cours des années 1945-1947, de prendre le pouvoir par un coup d'Etat, comme cela a été fait plus tard en Tchécoslovaquie. Puis, s'étant rendu compte de l'opposition du peuple italien, ils adoptèrent une autre tactique, conviant toutes les « forces du travail » à la défense de la paix et au front unique. Leur première expérience électorale importante est celle du 18 avril 1948, lorsqu'ils se présentèrent aux élections unis aux socialistes de Nenni, sous l'effigie de Giuseppe Garibaldi. Ils obtinrent 31 % des suffrages, avec huit millions 120.000 voix. C'est dans l'Italie du Nord qu'ils recueillirent le plus grand nombre de voix. En Italie centrale, ils n'obtinrent que 23 % des voix et 21 % seulement en Italie méridionale.

Depuis 1948, le Parti communiste s'est surtout employé à consolider son organisation, appliquant sans grand enthousiasme les directives soviétiques qui l'incitaient à combattre plus énergiquement la politique du Pacte Atlantique et des puissances occidentales. Toute idée d'une conquête immédiate du pouvoir fut abandonnée et l'on adopta la tactique préconisée par Togliatti, qui consiste à pousser toujours davantage vers les couches les moins préparées et les plus influençables de la bourgeoisie, en opposition à la tactique de Longo et de Secchia, qui auraient voulu faire du communisme « pur », multiplier les agitations ouvrières, les grèves avec occupation et adopter à l'égard des alliés du P.S.I. (Parti Socialiste Italien) une attitude plus ferme, de manière à les contraindre à accepter la fusion ou à rompre le pacte d'unité d'action.

La politique de Togliatti traversa une crise sérieuse au lendemain de l'attentat du jeune Pallante (20 juin 1948). Les « durs » tentèrent de mettre la main sur le parti et de déclencher la guerre civile. Ce fut Giuseppe Di Vittorio, secrétaire général de la C.G.I.L., qui s'y opposa. Le 1<sup>er</sup> août, au cours d'une séance dramatique tenue au siège du parti, il affirma que « les ouvriers italiens n'étaient pas préparés, n'avaient aucune envie de se battre et que si eux (les durs) voulaient la fin violente du communisme et de l'organisation prolétarienne, ils n'avaient qu'à déclencher la guerre civile ».

Lorsque Togliatti se rendit à Moscou, Staline approuva sa politique et, à son retour, en Italie, son prestige s'en trouva accru.

### Les forces du P.C.I.

Le Parti communiste italien compte 2 millions 556.449 adhérents. Leur répartition est la suivante :

Ligurie	139.442	Latium	131.033
Piémont	185.091	Abruzzes	52.008
Lombardie	380.742	Pouilles	116.457
Vénétie	177.813	Lucanie	21.5
Emilie	573.233	Calabre	55.667
Toscane	370.174	Sicile	80.522
Marches	64.710	Sardaigne	46.476
Ombrie	50.960		

Ces chiffres ont été communiqués par les fédérations régionales d'après les inscriptions enregistrées au premier janvier 1952.

En 1951, un fait parut devoir ouvrir une crise profonde dans l'organisation du communisme italien. Au cours du septième congrès de la fédération communiste de Reggio Emilia, tenu du 15 au 21 janvier, un député communiste, inspecteur régional du parti, décoré de la médaille d'or de la Résistance, Valdo Magnani, critiqua cer-

taines attitudes de la direction à l'égard de l'Union Soviétique (2).

« *L'Etat qui doit nous guider — affirma l'orateur — ne peut être représenté par une hiérarchie d'hommes, mais par les aspirations idéales que nous éprouvons à l'égard de tout ce qui est le socialisme. Nous sommes italiens, nous avons nos propres exigences nationales ; nous ne pouvons suivre par conséquent en tous points la pratique du communisme telle qu'elle est en vigueur en Russie.* » Le fait provoqua une grande émotion, mais les organes de la propagande communiste s'empressèrent d'y mettre bon ordre et au cours de cette séance les dirigeants officiels exaltèrent néanmoins le camarade Magnani. Ce fut seulement par la suite que le député Magnani, suivi par son ami Aldo Cucchi, autre représentant du communisme émilien, démissionna du Parti, condamnant publiquement la politique internationaliste, mais impérialiste, de la Russie soviétique.

Aldo Cucchi, qui est un médecin connu, écrivit dans le quotidien *Il Tempo* une série d'articles sur son récent voyage en Russie, montrant l'état arriéré de ces populations par rapport à l'Occident. Pendant près d'un mois on pensa — et les dirigeants communistes ont dû le penser également — que d'autres défections suivraient qui provoqueraient une grave crise intérieure qui P.C.I. Rien ne se produisit cependant et les 5.620 voix obtenues aux dernières élections municipales de Rome par la liste des « socialistes indépendants » présentée par Cucchi et Magnani, témoignent de l'absence totale de répercussions politiques de la rébellion des deux députés.

C'est que le Parti communiste tire sa force des masses énormes d'ouvriers, de paysans, de prolétaires qu'il a réussi à embrigader dans la C.G.I.L. Avec cette masse de dupes, qui s'imaginent pouvoir résoudre par le communisme tous les problèmes de la vie sociale, l'on doit compter également cette classe des chefs, fanatiquement soumis aux directives de Moscou, véritables « initiés » d'une doctrine qui n'est jamais exposée en public. Autour de tout cela gravitent de petites coteries d'intellectuels et de bourgeois, que le communisme utilise pour attirer les suffrages mais qui n'ont rien de commun avec ce qu'il représente effectivement et qui sont objet de mépris aussi bien pour les dirigeants que pour les adhérents. La rébellion de Cucchi et Magnani est fondée sur quelques divergences (autonomie nationale, revendication du socialisme autonome, du marxisme, non point stalinien mais, léniniste et trotskiste) qui peuvent à la rigueur intéresser des intellectuels, mais devant lesquelles l'ouvrier communiste demeure parfaitement indifférent. A ses yeux, la défection des deux députés rejoint celle d'hommes aux idées confuses qui « vont chercher midi à quatorze heures », qui ne sont pas des prolétaires et qui s'appellent tour à tour : Gide, Wright, Silone, Spender, Malraux (3).

L'organisation des jeunesse communistes compte environ 800.000 adhérents et représente peut-être le point faible du communisme italien. Les jeunes étudiants — « *la catégorie la plus réactionnaire d'Italie* » selon Enrico Berlinguer — paraissent rejeter le communisme. Le fait a été constaté officiellement par Togliatti dans son discours aux jeunes du 18 mars 1950. A la fin de

(2) Sur l'affaire Cucchi-Magnani, voir *B.E.I.P.I.*, n° 43 : *La crise du P. C. italien : la révolte de deux chefs partisans.*

(3) Cucchi et Magnani ont fondé un hebdomadaire *Risorgimento Socialista*, auquel collaborent tous les anciens communistes : Ello Vittorini, Alfonso Gatto, Libero DiGiarotti, Angelo Tasca, Ignazia Silone.

1951 le nombre de jeunes de huit à dix-huit ans inscrits aux organisations communistes était, pour l'Italie entière, de 250.000. Parmi eux, 100.000 environ appartiennent aux Pionniers (de huit à quatorze ans). D'après les résultats des élections aux conseils des Universités, le pourcentage des étudiants communistes n'a jamais dépassé 11 %.

### La C.G.I.L.

Mais, ainsi que nous l'avons souligné, ce qui constitue la force véritable du Parti c'est la Confédération Générale Italienne du Travail, dirigée par cet habile syndicaliste qu'est Giuseppe Di Vittorio. Celui-ci, bien qu'étroitement soumis au communisme, a fait son apprentissage au cours des premières luttes syndicales en Italie méridionale. Originaire d'un petit pays des Pouilles, il débuta dans le mouvement socialiste. Il vécut longtemps à Paris et ne séjourna à Moscou que très épisodiquement. Il s'est toujours efforcé de maintenir son organisation sous la coupe du Parti communiste, mais sans que cela apparut trop évidemment aux yeux des travailleurs, car il sait que lorsque ceux-ci s'apercevront que la C.G.I.L. subordonne les intérêts professionnels à ceux du parti, ils n'hésiteront pas à l'abandonner.

C'est d'ailleurs à un fait de ce genre que l'on doit attribuer les défections enregistrées l'an dernier. Au cours d'une réunion de syndicalistes tenue au mois d'août 1951 à Rome avec le social-démocrate Calosso, le démocrate-chrétien Rapelli, l'indépendant Fontanelli, l'industriel Olivetti, on demanda à Di Vittorio si acculé à l'alternative de devoir sacrifier les intérêts des syndiqués ou ceux du Parti il choisirait ces derniers. Le chef de la C.G.I.L. demeura tout d'abord interdit, puis s'écria : « *Pareille éventualité est impensable. Les communistes et les travailleurs forment un tout.* » Mais, lui-même parut peu convaincu.

Au cinquième congrès de la Confédération Italienne du Travail, tenu en octobre 1949, Di Vittorio pouvait se vanter de diriger 5.117.300 travailleurs répartis en 52 Fédérations nationales.

D'après des informations dignes de foi, le nombre des adhérents de la C.G.I.L. serait tombé cette année à 3.600.422. On estime que près d'un million est passé aux deux autres organisations syndicales : la U.I.L. (comprenant des social-démocrates et des républicains) et la C.I.S.L. (représentant les travailleurs catholiques et indépendants).

Malgré ces défections, la C.G.I.L. demeure la plus forte organisation syndicale italienne.

### Dans l'Italie du Nord

La première des grandes consultations électorales qui a suivi les élections de 1948, eut lieu en 1951 à l'échelon communal et provincial.

La lutte se déroula dans les grandes villes du Nord : Turin, Milan, Bologne, Gênes, Venise. Ces villes étaient traditionnellement orientées à gauche et les communistes comptaient l'emporter. Ils administraient déjà Bologne, Gênes et Venise. Après le scrutin, ils ne conservaient plus que la mairie de Bologne où le maire Dozza avait été réélu. Au total, ils avaient obtenu 30 % des suffrages, avec 3.194.000 voix.

Il faut tenir compte, pourtant, que ce résultat était obtenu par le système de l'appareillement avec prime à la majorité, par lequel la coalition qui obtient le plus grand nombre de voix se voit octroyer les deux tiers des sièges et s'assure ainsi la majorité absolue. Cette loi devait jouer en définitive à l'avantage des communistes qui n'avaient d'autres alliés que les socialistes de Nenni et auxquels s'opposaient tous les autres partis apparentés dans les centres les plus importants,

plus, à la droite, les forces naissances du M.S.I.

La seule grande ville du Nord où les communistes purent garder la mairie fut donc Bologne où les partis du centre (Démocratie Chrétienne, Parti Socialiste Démocratique italien, Parti Libéral italien, Parti Républicain) n'acceptèrent pas de s'apparenter au M.S.I., ce qui entraîna le succès des communistes.

C'est surtout dans le Nord que le communisme exerce une influence prépondérante, car le développement industriel et la concentration des masses ouvrières y favorise la diffusion de son idéologie. Cela est vrai au moins pour la Ligurie, le Piémont, la Lombardie. En Ligurie, les communistes contrôlent la quasi totalité des travailleurs des ports de Gênes et La Spezia. Dans le Piémont, Turin peut être considéré comme le berceau du communisme italien puisque c'est là que furent réunis les ouvriers des usines FIAT qui fournirent à Togliatti et à Gramsci les premières troupes de quelque importance après le congrès de Livourne. C'est également à Turin qu'est sorti le premier journal communiste, *L'Ordine Nuovo*. L'on y trouve enfin un noyau d'intellectuels communistes ou progressistes qui gravitent autour de l'éditeur Giulio Einaudi, fils du président de la République.

En Lombardie, les communistes sont surclassés par les socialistes ; à Milan, le P.C.I. a obtenu 150.000 voix, contre 220.000 au P.S.I. et 80.000 au Parti socialiste démocratique de Saragat. Ils peuvent néanmoins compter sur Mantoue.

Dans la Vénétie, le parti de Togliatti est fort dans le Polésine et dans son chef-lieu, Rovigo (grâce à une importante main-d'œuvre agricole), mais reste faible partout ailleurs, ou la forme d'exploitation généralement appliquée est le métayage. Ainsi qu'en témoignent l'exemple de la Russie et ceux, plus proche de nous, de l'Italie et de Yougoslavie, le paysan aisé est le pire ennemi du communisme, tandis que le journalier qui passe huit mois de l'année dans des conditions de véritable dénuement, est son meilleur allié. C'est pourquoi le communisme est très fort en Emilie, où 60 % de la production agricole relèvent du travail des journaliers. Les principaux centres, véritables fiefs des staliniens, sont Ferrare, Ravenna, Imola et Bologne.

Du point de vue politique et économique, la Toscane peut être rattachée à l'Emilie dont elle reflète les conditions sociales.

### Dans l'Italie méridionale

Dans le midi le communisme est plus faible, mais peut compter sur de larges zones dans les Pouilles (ce qui s'explique également par la présence d'une main-d'œuvre agricole abondante) et sur la Sicile (dont on connaît les déplorables conditions de concentration de la propriété foncière).

On peut donc imaginer avec quelle ardeur les communistes se sont préparés pour la deuxième série des élections administratives. Leur but était d'obtenir à tout prix une affirmation d'un caractère tel qu'elle provoquât une crise gouvernementale. Il s'agissait en outre de prendre position en vue des élections politiques de 1953. Togliatti espérait, en effet, obtenir un succès qui fût une sorte d'anticipation, avec l'aide de toute l'opposition. L'évolution psychologique du peuple italien, ainsi que les entraves de la loi électorale, obligèrent les communistes à rechercher à tout prix des alliances au-delà du cercle étroit des socialistes de Nenni. Devant le Comité central réuni avant la consultation, Togliatti avait dit qu'il fallait « *élargir les alliances, avec les démocrates*

et les fascistes (4), avec les libéraux et les prêtres ; avec tous ceux qui exprimeraient la nécessité de combattre le gouvernement ». Aucun moyen ne devait être rejeté, depuis l'exaltation du sentiment national, jusqu'au pacifisme le plus poussé. On utilisa en effet tous les moyens et c'est ainsi que la presse communiste publia de pathétiques appels à « tous ceux qui tenaient à l'indépendance et à la liberté de la Patrie. » Tous les organes communistes et « progressistes » furent mis à contribution. En voici la liste :

*L'Unita* — organe officiel du Parti, édité simultanément à Rome et à Milan. La première édition est dirigée par Pietro Ingrao, ancien membre de la Jeunesse fasciste. La seconde édition est dirigée par Davide Lajolo (dit Ulisse), ancien légionnaire fasciste et ancien rédacteur du journal de Mussolini « Il Popolo d'Italia ».

*Il Paese et Il Paese-Sera* — quotidiens « progressistes » de Rome, dirigés par le député Tommaso Smith. Leur rôle est d'attirer les libéraux de gauche et les anarchistes anti-cléricaux.

*Milano-Sera* — quotidien « progressiste » de Milan, dirigé par Corrado De Vita.

*L'Ora* — quotidien « progressiste » de Palerme, dirigé par Carlo Ingrassia.

*Rinascita* — revue mensuelle, éditée par Einaudi (Turin), dirigée par Emilio Sereni. Son but est « de transposer sur le plan marxiste toutes les expériences valables de la culture bourgeoise ».

*Noi Donne* — hebdomadaire de contes et de variétés, à l'usage des femmes communistes, dirigé par Paola Masino.

*Il pioniere* — hebdomadaire pour enfants, dirigé par Mario Verdini.

*Pensiero Nazionale* — bi-mensuel financé par le P.C.I., et dirigé par l'ancien fasciste Stanis Ruinas, tendant à rallier les fascistes dissidents.

*Vie Nuove* — hebdomadaire illustré et en couleurs, dirigé par le secrétaire-adjoint du Parti Luigi Longo, à l'usage des militants de la base.

A la suite de cette campagne les communistes ont réussi à présenter à Rome une « lista cittadina » (liste urbaine) comprenant, avec les habituels alliés, — les socialistes de Nenni, — des éléments libéraux de gauche et de vieux représentants de l'opposition antifasciste. A la tête de ces derniers, on trouve Francesco Saverio Nitti, ancien président du Conseil, économiste connu, âgé de 86 ans. Giovanni Selvaggi et Enrico Molé, déjà compromis avec le communisme, acceptèrent de faire partie de la liste urbaine.

Un peu avant les élections, le 12 mai, les communistes s'efforcèrent d'exploiter le fait qu'un père jésuite, Dom Alighiero Tondi, déclara soudain sa foi dans le communisme et son admiration pour Togliatti. Au début, la nouvelle provoqua un certain désarroi, mais l'on apprit par la suite que le père Tondi avait servi d'agent de liaison entre le Vatican et un groupe de fascistes clandestins.

Cette révélation et ce que l'on apprit ensuite touchant à la vie privée de l'ecclésiastique, réduisirent à ses justes proportions la portée de la « conversion ». Même les politiciens de gauche ont préféré abandonner le nouvel adepte.

A Rome, les résultats furent assez favorables à la liste urbaine : pas suffisamment, toutefois, pour lui permettre de prendre le Capitole. Les sociaux-communistes obtinrent 300.000 voix, contre 350.000 au groupe du centre (démocrates-chrétiens, libéraux, socialistes démocrates et républicains). La liste autonome des ex-communis-

tes Cucchi et Magnani échoua lamentablement, n'ayant pu enlever que 5.225 voix (5).

## Perspectives

Quelle sera à l'avenir la politique des communistes italiens ?

Ils doivent faire front au danger de la fameuse « loi polyvalente » que le gouvernement De Gasperi se propose de faire voter dans les prochains mois pour combattre les formes illégales de l'action subversive, après qu'il a fait adopter par les deux Chambres la loi contre le néo-fascisme.

Les communistes ont pris des dispositions et paraissent décidés à pousser Pietro Nenni à entrer dans le camp dirigé par la démocratie chrétienne. Pendant la dernière campagne électorale, De Gasperi a en effet sollicité les concours des socialistes nenniens, afin d'une part d'enlever un allié à Togliatti et pour pallier, d'autre part, les défections enregistrées dans le bloc du centre, à la suite du développement du Mouvement Social italien. Jusqu'à présent, Nenni a affirmé qu'il irait même jusqu'à accepter le fait accompli de la politique atlantique, mais qu'il ne consentirait pas à laisser le Parti communiste dans l'isolement. Il semble toutefois que le leader social-communiste serait disposé à en rabattre, pourvu que De Gasperi consente à suspendre l'application de la loi « polyvalente » en ce qui concerne les communistes.

Dans les mois qui précéderont les élections politiques de 1953, la ligne politique du Parti communiste italien subira certainement une laborieuse mise au point. Le travail de prosélytisme parmi les masses paraît avoir donné tout ce qu'il pouvait donner. Le seul facteur d'accroissement est représenté par la jeunesse qui chaque année apporte un nouveau contingent à prospecter, de l'ordre de 500.000 personnes.

Les élections de 1953 auront un caractère décisif qui aura des répercussions importantes sur la structure politique italienne. On comprend pourquoi le gouvernement se préoccupe :

1° d'avoir en mains les moyens légaux pour arrêter la poussée fasciste et pour en dissoudre les organisations;

2° de disposer d'armes (et c'est pourquoi il poursuit la réforme du Code) pour dissoudre et combattre le communisme ;

3° de préparer une nouvelle loi électorale, dont le mécanisme assure la majorité parlementaire à la démocratie chrétienne et à ses alliés.

(5) Si l'on table sur les chiffres des dernières élections, la répartition des voix est la suivante :

Démocratie chrétienne .....	8.021.993
Parti communiste .....	4.594.489
Parti socialiste italien (Nenni) .....	2.888.259
Parti socialiste démocratique (Saragat) ..	1.699.571
Mouvement social italien .....	1.419.741
Parti Libéral italien .....	880.286
Parti National Monarchiste .....	804.806
Parti Républicain italien .....	571.697

Si l'on appliquait la proportionnelle pure, c'est-à-dire sans les primes à la majorité, les élections de 1953 devraient amener à la Chambre des députés :

226 députés démocrates-chrétiens
124 députés communistes
78 députés socialistes nenniens
40 députés social-démocrates
39 députés du mouvement social italien
26 députés libéraux
26 députés monarchistes
10 députés républicains
2 députés du Parti populaire du Haut Adige
1 député du Parti social d'action

(4) Le P.C.I. fit un effort tout particulier pour gagner les divisions fascistes et les jeunes qui suivent les « listes fascistes ». Dans certains endroits, il fit

## Des cheminots britanniques visitent l'Union Soviétique

EN novembre 1951, huit membres dirigeants du syndicat britannique des Cheminots (N. U. R.), dont le président et le secrétaire général, se rendirent en Russie sur l'invitation des cheminots soviétiques. L'orientation générale des dirigeants de la N.U.R. était nettement à gauche et aucun d'eux ne pouvait être soupçonné d'hostilité à l'égard de l'U.R.S.S. Toutefois, la délégation ne rapporta pas un compte rendu enthousiaste unanime du type de ceux que les publications soviétiques aiment à reproduire en entier. Les délégués britanniques ont publié un document loyal, attirant l'attention sur les aspects négatifs du communisme soviétique tout en lui accordant crédit pour ce qu'ils jugèrent lui être dû.

Il était naturel que la délégation ait consacré la plus grande partie de son temps à visiter les ateliers et les dépôts de locomotives. Mais les cheminots sont des observateurs perspicaces et, malgré la brièveté du séjour et le but spécial de la visite ils se rendirent compte de certains faits caractéristiques concernant la Russie communiste.

Par exemple, ils furent surpris de la présence d'agents de police armés et pensèrent que ceux-ci veillaient à ce qu'aucun vol ne soit commis dans les wagons ; mais les explications officielles furent tout autres : la police était là pour des raisons de sécurité et pour combattre le sabotage. D'autres agents se tenaient sur les quais du métro de Moscou et les délégués furent grandement surpris d'apprendre que chaque chef de gare souterraine avait le grade militaire de « lieutenant technique du trafic souterrain ».

Quant au métro lui-même, les délégués en firent l'éloge estimant toutefois que les conditions d'hygiène y étaient médiocres. Ils dirent que le métro de Moscou, bien que ne surpassant pas celui de Londres au point de vue du trafic, était incomparable pour sa beauté et sa propreté.

Les délégués furent pressés par les journaux et la radio de faire une comparaison publique entre le métro de Londres et celui de Moscou, car les organisateurs de la visite pensaient qu'une telle déclaration intéresserait particulièrement les Russes. La délégation estimait cependant qu'une telle comparaison n'était pas loyale, le métro de Moscou ayant — comme elle le fit remarquer — bénéficié de l'expérience antérieure des métros construits dans les autres pays. De plus, le métro russe ne comprenait que 35 stations, au moment de la visite, pour 260 au métro de Londres, et moins de 30 miles de voies ferrées, contre 250 à Londres.

La délégation du N.U.R. en arriva à la conclusion générale qu'il était difficile de comparer les conditions de deux pays aussi totalement différents socialement et politiquement. Les cheminots disent, par exemple, que les chemins de fer soviétiques recherchent avant tout l'augmentation de la capacité des transports et non la vitesse, tant pour les voyageurs que les marchandises.

Les fonctions des syndicats — disent encore les cheminots britanniques — sont là-bas si intimement liées avec celles de l'administration qu'il est difficile de faire une distinction entre les deux.

Les Britanniques ont été fort surpris qu'un

« responsable politique » soit attaché à chaque atelier pour assurer le respect de la « ligne » du parti. Ces représentants politiques ne sont pas élus, mais désignés par le parti, et leur présence est une preuve de ce que le Parti communiste juge nécessaire une surveillance politique continue des cheminots.

La délégation commenta favorablement les conditions de formation du personnel, chaque cheminot ayant la possibilité d'atteindre aux plus hauts emplois. Les directeurs et administrateurs montrent les plus grandes qualités professionnelles ; cependant, il est évident que la loyauté politique vis-à-vis du parti est la condition essentielle de leur avancement.

Les cheminots britanniques ont grandement apprécié l'aide financière donnée aux Maisons de la Culture pour leurs activités artistiques et éducatives.

Ces hommages rendus aux réalisations positives ne donnent que plus de valeur aux critiques basées sur des observations de première main.

La véritable histoire des cheminots soviétiques reste à écrire. Elle aurait à parler aussi des procès et des purges pour prétendus sabotages, la création de tribunaux spéciaux pour cheminots et de prisons, l'autorité des dirigeants, la rigueur avec laquelle est punie la plus légère faute contre la discipline.

Il ne serait pas difficile d'illustrer ce dernier point par des exemples. Il n'y a pas si longtemps, un chef déchargeur d'un dépôt de papier fut condamné à un an de travaux forcés pour n'avoir pas assuré la présence du nombre d'hommes nécessaires au déchargement. Cela se passait dans la république soviétique carélo-finnoise. En Géorgie, un chef de dépôt a été condamné à un an et deux mois de prison pour avoir « *retenu 42 wagons au delà du délai prévu* ». Un chef de gare géorgien fut traité avec plus de sévérité encore : il fit trois ans de travaux forcés pour « *avoir retardé l'envoi de 22 wagons* ».

La délégation ne put faire de rapport sur de semblables cas, car son emploi du temps ne comportait pas de visite au tribunal des cheminots. Comme la plupart des délégations en Union soviétique il ne lui fut permis de voir que la façade de la vie russe.

(D'après Walter Kolarz, auteur anglais de « *Staline et la Russie éternelle* » (1944) et de « *Mythes et réalités de l'Europe orientale* » (1946).

### AUX MEMBRES DE L'ASSOCIATION

En raison des congés payés (personnel et imprimerie) et de l'absence de la plupart des membres de notre Association, il a été décidé que le prochain Bulletin — comme les années précédentes — paraîtrait dans le courant de septembre.

## Memento de la " guerre froide "

Le *Figaro* du 12 juillet annonçait en première page que « M. Jouhaux prend la tête d'un mouvement mondial de Démocratie combattante ». Or, on ne saurait prendre la tête d'un « mouvement » qui n'existe pas, que ses promoteurs cherchent précisément à créer. Il s'agit en réalité, une fois de plus, d'une future « organisation mondiale » artificielle dont les communistes tireraient les ficelles, genre du R.U.P. d'avant-guerre (Rassemblement Universel pour la Paix). Le *Figaro* aurait mieux fait de mettre en garde ses lecteurs contre cette nouvelle machination, au lieu de donner étourdiment dans le panneau.

En effet on retrouve au centre de cette entreprise l'homme à tout faire du R.U.P., agent stalinien, Louis Dolivet, ancien compère de Willy Münzenberg et toujours complice de Pierre Côt (voir le *B.E.I.P.I.*, numéro 28, article : *L'Espionnage soviétique aux Etats-Unis. Autour de l'Enquête du Sénat*). Ce malfaiteur étant désormais indésirable aux Etats-Unis, après avoir été dénoncé à la Chambre des Représentants par Mr. Jenison, député de l'Illinois (voir le *Congressional Record* du 25 mai 1950), il a choisi à nouveau la France comme terrain de manœuvres. Rappelons qu'une procédure de dénaturalisation fut ouverte contre lui en France en 1939, et qu'il se tira d'affaire en 1940, à la faveur du désastre, en prenant la fuite. La naturalisation américaine lui a été définitivement refusée, malgré des sommes énormes dépensées pour l'obtenir.

En avril de l'an dernier, L. Dolivet a eu le front de s'afficher à Paris dans un journal crypto-stalinien, *Combat*, dont il négociait l'acquisition à grand renfort de millions. Mais quel'un troubla l'affaire et M. Smadja, pris de peur, jugea expédient de se séparer du louche aventurier. Celui-ci, que rien ne rebute, attendit M. Henri Laugier, retour d'Amérique, pour se faufiler à ses côtés dans un « Comité des Amis de Léon Jouhaux » dont les deux acolytes se nommèrent secrétaires-généraux.

Ce Comité, conforme aux modèles d'un genre trop connu, est un amalgame de staliniens, demi-staliniens, quart-de-staliniens, de politiciens, touche-à-tout qui fourrent leur nom partout sans trop savoir à quoi ils s'engagent ou s'exposent, et de dupes exhibitionnistes qui ne résistent pas aux fréquentations... A la faveur d'une cérémonie à la Sorbonne qui eut lieu le 12 janvier, les metteurs en scène amorcèrent leur entreprise « pour que soit créé un vaste et profond mouvement populaire en faveur du combat démocratique, etc. »

Dans le langage équivoque de gens qui ne peuvent pas avouer leurs mobiles, L. Jouhaux répondant aux félicitations déversés sur lui à l'occasion de son Prix Nobel laissait entendre qu'une combinaison était en voie de réalisation par les soins d'Henri Laugier : « Nous serons derrière toi pour continuer cet effort qui tendra à redonner aux forces démocratiques la direction de la paix ». Quel effort ? Quelle paix ? Il s'agit encore et toujours de prêcher la paix de ce côté-ci du rideau de fer, pas de l'autre côté, comme si c'était dans les pays d'Occident que la paix est remise en question.

Une brochure fut lancée dans la circulation : *Hommage International à Léon Jouhaux*, portant sur la couverture le nom des principales dupes, où ne manque pas l'inévitable Eleanor Roosevelt, et à la fin de laquelle brochure se trouve un : *Appel à l'action. Démocratie Combattante*, par Léon Jouhaux. Cet appel se situe derrière le paravent d'une centaine de noms du « Comité des Amis » mais personne n'a été consulté, l'Appel

n'a rien à voir avec la cérémonie de la Sorbonne, seuls les staliniens et les intellectuellement faibles sont « dans le coup », dans le mauvais coup en gestation. On reconnaît là une technique longuement mûrie par des maîtres-fourbes expérimentés, qui connaissent les usages de ce bas monde, les mœurs et coutumes de la basse politique : lequel des membres du Comité serait assez mal élevé pour faire du scandale ?

Voici donc l'Appel de Léon Jouhaux qui se présente sous le patronage apparent et innocent de : Vincent Auriol, René Pleven, Edouard Herriot, Paul Ramadier, Padilla Nervo, Eleanor Roosevelt, Paul-Boncour et Cie. La « Démocratie Combattante » se propose de « relever le rideau de fer, mettre fin à l'hystérie belliciste, faire circuler librement les idées, les personnes et les marchandises et assurer sans hypocrisie et sans arrière-pensée la co-existence... etc. » Car tout cela ne dépend que des peuples d'Occident, le totalitarisme n'a nul besoin d'être converti à la co-existence, l'hystérie belliciste est dans les démocraties non-populaires exclusivement. Une revue va paraître en septembre (avec l'argent du prix Nobel ?). Et un congrès devra fixer le programme et définir les règles d'action de la « Démocratie Combattante », *Mouvement Universel pour la Paix* (textuel). Ainsi, après le R.U.P., voici le M.U.P., il n'y a qu'un mot de changé, mais le régisseur ne change pas, c'est toujours M. Louis Dolivet, « secrétaire général adjoint » auprès de M. Henri Laugier.

Celui-ci, vice-président du *Rapprochement Franco-Soviétique*, déjà nommé dans le *B.E.I.P.I.*, est le type même de l'arriviste qui a fait carrière dans les antichambres ministérielles, grand collectionneur de prébendes et de sinécures. Fuyard en 1940, car il n'a pas quitté la France pour se battre ni pour se rendre utile, il s'est ensuite enfui d'Angleterre pour se réfugier en Amérique, d'où il se serait enfui volontiers pour se réfugier aux antipodes si Pearl Harbour ne l'avait détourné de l'océan Pacifique. A New York, membre du groupe *France Forever* dominé par les staliniens et où la Croix de Lorraine ne servait qu'à couvrir la faucille et le marteau, il a contribué à en faire un foyer d'intrigues sordides qui ont discrédité la cause française en Amérique. Au Canada, où il avait obtenu par ses relations un filon de tout repos, il s'est fait remarquer par son attitude grossièrement antireligieuse, systématiquement outrageante envers le clergé dans un pays où l'église catholique est de taille à se faire respecter. En récompense de quoi cet héroïque « résistant » couvert de cicatrices fut nommé recteur de l'Université d'Alger après le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord, poste qu'il s'empressa d'abandonner pour les Relations Culturelles à Paris mais auxquelles il préféra bien vite une autre fonction parasitaire à l'O.N.U. (les dollars sont les dollars).

Tel est le personnage qui couvre les agissements de M. Louis Dolivet. Et Léon Jouhaux couvre les deux, patronne toute l'entreprise qui veut « relever le rideau de fer » (c'est donc nous qui l'avons baissé ?), qui veut « mettre fin à l'hystérie belliciste » (à Paris, à Londres et à Washington, sans doute ?), qui veut « faire circuler librement les idées, etc » (car il ne tient qu'aux hommes de bonne volonté en Occident, les bolchéviks sont tout disposés...). Bref, Léon Jouhaux est-il gâteux ou complice ?

Léon Jouhaux est complice et porte la responsabilité principale de cette manigance. Profiteur du syndicalisme, gorgé d'honneurs vulgaires et

d'avantages palpables, son besoin de parvenir se confond désormais avec la certitude de réussir. Mais cette fois, avec son Laugier et son Dolivet, il passe toute mesure et appelle sur sa personne la lumière des projecteurs.

\*\*

Dès 1935, Léon Jouhaux s'est laissé manœuvrer par Frachon dans l'opération du retour des communistes à la C.G.T. Il donnait déjà la mesure de son intelligence politique en supposant les communistes capables de respecter les conditions mises à leur réintégration. Il prouvait à son tour qu'un politicien débrouillard sur le plan personnel ne fait pas nécessairement preuve des qualités nécessaires sur le plan de l'intérêt général.

Son évolution depuis lors, sous le Front Populaire et ensuite, s'accomplit dans le sens d'une collaboration de plus en plus étroite avec les communistes qui, eux, évoluent dans le sens d'une servilité de plus en plus accentuée vis-à-vis de Staline. Sur toutes les questions principales de l'époque, il soutient les communistes, adopte les points de vue et les mots d'ordre de Moscou, sous prétexte d'« antifascisme », surtout en matière de politique étrangère. Et c'est tout ce que Moscou demande.

La conséquence de cette attitude de Jouhaux et de ses amis est de favoriser le noyautage syndical, on disait aussi la « colonisation syndicale », par les communistes. Il en résulte en outre un trouble profond dans les vieux syndicats qui se divisent en deux tendances, celle de Belin s'efforçant vainement de résister à la « colonisation ». Au Congrès confédéral de Nantes (novembre 1938), Jouhaux fait bloc avec les communistes pour avoir une majorité. Il s'ensuit une grève générale d'inspiration communiste (30 novembre 1938).

Jouhaux se fit encore valoir à Moscou quand, membre d'une délégation de la Fédération Syndicale Internationale, il se prêta complaisamment à une manœuvre communiste visant à faire entrer les soi-disant syndicats soviétiques dans la F.S.I. Les Trade-Unions britanniques firent alors avorter l'opération, que les circonstances devaient faciliter quelques années plus tard.

Mais vient la guerre en 1939 et l'attitude prohitlérienne des communistes provoque dans toute la France un sursaut de dégoût : les zélés du pacte Staline-Hitler sont chassés de la C.G.T. comme du Parlement. Jouhaux et ses amis s'étaient alignés sur la majorité nationale. Après le désastre de 1940, une période d'incertitude commence, au cours de laquelle les leaders cégétistes ne sont pas trop fixés ni ne savent comment se regrouper. L'histoire de leurs fluctuations et contradictions, entre la « charte du travail » et la « résistance », reste à écrire. Toujours est-il que Jouhaux, rejeté dans une opposition muette et passive par la « réaction vichyssoise », sera arrêté, puis interné, puis déporté à la fin de 1942. Entre temps il a fait de Saillant son homme de confiance, ce qui s'appelle avoir la main heureuse.

A son retour, Jouhaux trouve le fait accompli qu'il approuve d'un accord conclu par ses lieutenants Bothereau et Saillant avec les communistes Raynaud et Tollet. Acoquiné une fois de plus aux agents de Staline, il participe activement à une soi-disant « épuration » de la C.G.T. réunifiée qui consiste à éliminer tous les syndicalistes hostiles à la « colonisation » communiste en les accusant plus ou moins arbitrairement de « collaboration », opération nécessaire à la mainmise stalinienne sur la C.G.T. Quand Frachon et Saillant avec les communistes deviennent les maîtres, Jouhaux reste secrétaire général et par la grâce de Staline il est même et demeure vice-président de la Fédération Syndicale Mondiale, en qualité de quoi il

soutient constamment la politique extérieure de l'U.R.S.S.

Cependant il n'est pas seul, une tendance dite « Force Ouvrière » constituée dans la C.G.T. pour des raisons élémentaires, hors des hautes considérations politiques, cherche à renouer la tradition syndicaliste et à faire de Jouhaux, faute de mieux, son leader. Celui-ci ne suit qu'à son corps défendant ces militants qui dérangent ses calculs. La scission de décembre 1947 et la constitution de la C.G.T.F.O. lui sont littéralement imposées par « la base », à la suite des grèves de novembre-décembre et des violences commises par les communistes. Il s'évertue néanmoins à rester, avec le nouveau groupement, affilié à la Fédération « mondiale » d'obédience stalinienne.

Lors de la fondation d'une nouvelle Internationale Syndicale libre, Jouhaux réussit à ne pas dire un mot sur l'U.R.S.S. tout en dénonçant l'Espagne comme un danger pour la paix du monde. Quelque opinion qu'on ait de l'Espagne et de Franco, il est de fait que le franquisme n'a rien d'un article d'exportation, contrairement au stalinisme qui s'infiltré et prolifère partout, et que l'armée espagnole ne menace personne. Si Jouhaux tient de tels propos, cela veut dire qu'il n'a pas perdu espoir de renouer avec les communistes, lesquels visiblement le ménagent. Dans la coulisse, les contacts sont maintenus, les complicités subsistent. L'affaire Abramson en est un témoignage.

Quand cet Abramson, ci-devant fonctionnaire au Bureau International du Travail, fut arrêté en août 1950, il était employé au secrétariat particulier de Jouhaux. Pourquoi l'arrêté d'expulsion pris alors contre lui n'a-t-il été suivi d'aucun effet ? Ce sont les interventions répétées de Jouhaux en sa faveur qui mirent en échec la Sécurité du Territoire. Pourtant la culpabilité de cet agent de liaison des services d'espionnage soviétiques ne fait aucun doute, pour Jouhaux pas plus que pour la D.S.T. On ne va pas ici, du moins pour l'instant, faire l'histoire de la découverte du réseau d'espionnage *Rote Kapelle* par la police fédérale suisse, et de ses rapports avec le réseau correspondant du Canada dévoilé par Igor Gouzenko. Bornons-nous à constater que l'activité criminelle des agents soviétiques s'exerçait avec le concours de plusieurs fonctionnaires du Bureau International du Travail, parmi lesquels Abramson que Jouhaux a ensuite recruté pour son usage personnel et qu'il continue à employer et s'obstine à couvrir. Notons aussi, en passant, que le président actuel du B.I.T., David Morse, *fellow-traveler* reconnu, nommé à ce poste par M. Roosevelt malgré l'opposition de l'American Federation of Labor, figure avec MM. Laugier et Dolivet parmi les « Amis de Léon Jouhaux », comme de bien entendu.

On ne saurait décidément douter de la complicité très consciente de Jouhaux dans cette chaîne pseudo « Démocratie » soi-disant « combattante » qui s'apprête à « relever le rideau de fer » baissé *par nous*, à mettre fin à *notre* « hystérie belliciste », à *nous* enseigner la bonne manière de co-exister en rond. Les états de service de « combattants » comme Jouhaux, Laugier ou Dolivet, à vrai dire, ne sont pas de nature à nous inquiéter outre mesure. Ce n'est pas une raison pour laisser faire et laisser passer une équipe aussi malfaisante que peu estimable.

\*\*

Le B.E.I.P.I. a traité (numéro 67) de l'incident Korab, du rôle de l'« Association des originaires de la Pologne pour le respect de la frontière sur l'Oder et la Neisse », et du concours que le *Monde* s'est empressé de donner à cette agence stalinienne et à son manager.

Rappelons que M. de Korab, ex-rédacteur au *Matin* de Bunau-Varilla, grand pourfendeur de bol-

chéviks au temps de Lénine et Trotski, a opéré une volte-face de 180 degrés depuis que Staline, l'éminent linguiste, fait le bonheur d'un tiers de la population du globe. Il a été arrêté en octobre dernier « pour intelligence avec une puissance étrangère et actes de nature à nuire à la situation militaire et diplomatique de la France », ainsi que « pour avoir accepté des fonds d'une puissance étrangère, etc. », puis relâché à la suite d'interceptions multiples.

Le *Monde* avait aussitôt pris parti pour M. de Korab et pour l'Association Oder-Neisse, comme il prend parti pour tout ce qui sert les desseins de Staline, pour tout ce qui dessert la défense de l'Occident. Le *B.E.I.P.I.* a cité presque entièrement cet article où la mauvaise foi le dispute à la provocation, ajournant le commentaire d'un autre article, de Sirius : *Le courage de l'absurde*, paru le 11 octobre.

En effet, il était intéressant d'attendre que s'exprime l'Association Oder-Neisse, au sujet de la note soviétique du 10 mars proposant la reconstitution d'une armée allemande et la réhabilitation des nazis. Ladite Association avait pris résolument position « contre le réarmement allemand » (voir le numéro 3 de son Bulletin). Allait-elle se renier, ou répudier la dernière stalinerie ? On l'attendait à ce tournant.

Quatre mois ont passé. Pas un mot de l'Association ni de son Korab sur la note soviétique. La preuve est donc faite, superflue mais faite une fois de plus, que le Korab et son Association sont aux ordres de Moscou. Il est temps de prendre acte de leur silence.

Quant au *Monde*, il en demeure encore pour sa honte, mais comme il s'est surpassé ensuite avec son faux Fechteler, son *Courage de l'absurde* pâlit par comparaison. Citons tout de même :

« La politique semble aujourd'hui permettre ou recommander que soient poursuivis et châtiés les citoyens qui dans le cadre de la « belle et bonne alliance » franco-soviétique s'emploieraient à faire respecter les décisions qui prirent à Potsdam en 1945 MM. Roosevelt, Churchill et Staline. »

On voit d'où vient l'inspiration de ce Sirius. Respecter les décisions de Potsdam est une obligation pour les successeurs de Roosevelt et de Churchill, mais pas pour Staline. L'alliance franco-soviétique devrait justifier toutes les arrogances de l'U.R.S.S., toutes les platitudes de la France. Staline est fondé à violer tous les pactes et les traités, à piétiner tous les engagements pris, à entretenir partout des *commandos* camouflés à sa solde ; Sirius est là avec son *Monde* pour veiller à ce que personne ne réagisse. (Voir *B.E.I.P.I.*, numéro 59, *Accords, pactes et Traités violés par l'U.R.S.S.* Faits et références).

Avec le toupet qui le caractérise, Sirius continue :

« On dira, on a déjà dit, qu'un tel langage est sacrilège, qu'il est celui de l'Humanité, de Ce Soir, de Staline lui-même, qu'il est, pis encore, le langage du neutralisme... Le plus sâcheux pour la défense de l'Occident est assurément qu'il puisse être aussi le langage de la vérité. »

Que les mensonges de Staline et de l'Humanité soient pour le *Monde* le langage de la vérité, on l'a maintes fois observé ici. Maintenant, Sirius ne l'envoie pas dire. A force d'impunité, le gaillard se croit tout permis et, par moments, rejette même toute précaution de style. Mais à d'autres moments, n'a-t-il pas quelque vague inquiétude quant à ce qui se prépare ?

\*\*

Le « doyen rouge » de Canterbury, l'histriion Hewlett Johnson qui depuis des années s'est mis au

service de Staline prend part maintenant à la propagande « bactériologique ». Ce faux bonhomme semble avoir épuisé la patience, pourtant considérable, de ses concitoyens. Miss Irene Ward, aux Communes, a demandé des poursuites contre lui pour trahison. Trente-huit membres du Parlement ont signé une pétition tendant à le « démissionner » d'office (*Herald Tribune*, 12 juillet).

Il faut dire que, contrairement à ce que croit le public, le *Dean* de Canterbury exerce des fonctions qui n'ont rien de sacerdotal. Son poste est purement laïque et administratif. Les communistes, qui font flèche de tout bois, spéculent sur une confusion qu'entretennent les fellow-travelers, les cryptos et autres menteurs « progressistes ».

Depuis longtemps, le sieur Johnson aurait dû être mis à la porte ou, au besoin, jeté par la fenêtre. Mais ayant été nommé par Ramsay Mac Donald, avec la signature royale, à titre inamovible, un nouveau décret du souverain peut seul mettre fin au scandale du *Dean* de Canterbury prostitué son doyen au profit des ennemis de son pays. L'affaire est significative en tant qu'elle montre comment les socialistes desservent souvent leur propre cause par des complaisances inspirées de préjugés dits « de gauche » et combien il est difficile ensuite de réparer leurs fautes.

\*\*

Alors que la note précédente était écrite, le *Herald Tribune* du 14 juillet annonce que l'Eglise d'Angleterre, le gouvernement britannique et le parlement de Londres sont dans l'impossibilité de découvrir un moyen légal de bouder l'indécent Hewlett Johnson hors de son fromage de Canterbury.

« ... Les juristes maintiennent que la Reine elle-même n'a pas le pouvoir de déplacer le Doyen, étant donné qu'il a été nommé à vie. »

L'âne rouge de Canterbury continuera donc à braire impunément sa propagande stalinienne et à emposter le forum de son pays grâce aux complaisances de la grande presse, laquelle lui accorde gratuitement sa publicité pour exploiter le scandale.

L'histoire comporte une bonne leçon, à savoir qu'on ne saurait opposer à des procédés sans précédent, ceux des staliniens, des moyens traditionnels dans et pour une société qui se règle sur un certain *fair play*. Les procédés sans précédent des faux communistes appellent des contre-mesures sans précédent. Aveugles et sourds, ceux qui ne se rendent pas à l'évidence.

Les politiciens britanniques manquent vraiment d'imagination. Qu'attendent-ils pour décider aux Communes, par exemple, que le *Dean* écarlate de Canterbury est tenu d'ingurgiter les *Œuvres Compilées* de Staline ? Le misérable ne survivrait pas aux premiers volumes et justice serait faite.

\*\*

M. Jules Moch multiplie ces temps-ci les manifestations pro-communistes. Après celles que le dernier *B.E.I.P.I.* a relevées, le *Monde* du 4 juillet rapportait la plus récente :

« A propos des bombardement du Yalu, M. Jules Moch a déclaré :

« Les opérations ont été une erreur. Je suis absolument d'accord avec les gouvernements alliés qui ont formulé des réserves auprès du commandement des Nations unies. Il est regrettable que de tels bombardements aient eu lieu alors que les négociations pour un armistice étaient en cours. »

La tournure employée pour se mettre à l'abri derrière de soi-disant « réserves » des gouverne-

ments alliés (lesquelles, et lesquels ?) ne trompera que les intellectuellement faibles. Aucun esprit sensé ne soutiendra sérieusement que le commandement d'une armée en campagne devrait demander aux politiciens de l'arrière l'autorisation de porter des coups à l'ennemi.

Le délire britannique à chaque riposte des forces de l'O.N.U., délire contagieux pour certains socialistes, et pour les neutralistes et progressistes (*sic*) français qui ne savent que se prosterner devant Staline, ne doit pas troubler un instant les Américains qui ont la charge des opérations et dont le devoir consiste simplement à battre l'ennemi. Seuls les signes de faiblesse risquent d'étendre et de prolonger les hostilités provoquées par Staline. Seules les manifestations de puissance peuvent les limiter et les terminer.

Constatons que les bombardements du Yalu n'ont nullement amené la « troisième guerre mondiale » dont nous menacent à tout bout de champ les Bevan de tout poil avec leur *Monde* et leur *Observateur*. Au contraire, il est prouvé que toute attaque énergique laisse l'ennemi stalinien pantois.

M. Jules Moch joue un jeu singulier en se départissant de la tenue que devraient lui imposer ses fonctions à la Commission du Désarmement de l'O.N.U. et en se livrant à des exhibitions intempestives qui tendent à encourager Staline dans ses manœuvres pour diviser l'Occident.

\*\*

Dans le *B.E.I.P.I.*, numéro 62, il a été signalé un article du *Monde* signé R.B. prenant insolemment à partie M. Jean-Paul David au sujet d'ironiques propositions de loi déposées à l'Assemblée Nationale par le député de Seine-et-Oise, président de *Paix et Liberté*. Là encore, on a vu le *Monde* prendre fait et cause pour les communistes.

La signature R.B. passait pour celle de M. Robert Borel, mais il paraît que celui-ci, extrêmement gêné par cet abus de ses initiales, s'est décidé à protester auprès de la direction, sans aller toutefois jusqu'à exiger que sa protestation figurât dans le journal.

Le R.B. en question serait en réalité un certain Raymond Barrillon dont le *Monde*, depuis, a passé quelques papiers qui n'ont pas attiré l'attention, et qui à l'époque était attaché au cabinet de M. Félix Gaillard, secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil.

Si ces renseignements sont exacts, le double-jeu auquel ces messieurs nous font assister donne un haut-le-cœur. Un ministre d'un gouvernement en butte aux attaques des communistes couvrirait un subalterne qui, embusqué dans les colonnes du *Monde*, fait le jeu de l'ennemi au plus fort de la « guerre froide » ?

Même s'il est momentanément impossible d'obtenir une réponse nette à cette question, celle-ci mérite néanmoins d'être clairement posée.

\*\*

L'infiltration stalinienne protéiforme se fait sentir dans les milieux les plus disparates sous les aspects les plus inattendus ; le *B.E.I.P.I.* en a remarqué bien des symptômes : chez les catholiques, chez les protestants, et jusque chez les syndicalistes-anarchistes où un certain Maitron recommande la plus triste prose de propagande communiste (e. g. la brochure du tchékiste V. Grosz, préfacée par P. Cot) ou la pire littérature de complaisance stalinienne (e. g. le livre de l'ex-doriotiste M. Duverger).

Le même Maitron se manifeste à nouveau dans la *Révolution Proletarienne* (numéro de juin) au sujet d'un *Institut d'Histoire Sociale* dont M. G. Bourgin et lui sont les tenanciers. L'identité d'appellation avec l'Institut de même nom qui existe à Amsterdam et avec celui de Paris saute aux yeux

de prime abord : la confusion est voulue pour faire des dupes. Aussi ne sera-t-il pas inutile d'en dire quelques mots de mise en garde.

M. G. Bourgin était avant la guerre vice-président de la filiale parisienne du dit Institut, que les Allemands ont pillée et anéantie. Elle est reconstituée depuis la guerre sur une base plus modeste, mais avec des moyens purement français, en Institut indépendant de celui d'Amsterdam. Mais entre temps, M. Bourgin était passé au stalinisme : on a pu voir son nom sur la couverture de *La Pensée*, revue officielle du P.C., comme on le voit encore sur celle des *Cahiers Internationaux*, revue stalinienne à peine camouflée. On comprend pourquoi il a éprouvé le besoin d'opposer un Institut de son cru à l'*Institut d'Histoire Sociale* dont la tare indélébile est d'exister hors des sphères d'influence de Moscou.

M. Maitron, qui se disait auteur d'un ouvrage en cours sur l'anarchisme, avait visité les deux Instituts, celui d'Amsterdam et celui de Paris, où il reçut le meilleur accueil. (Celui d'Amsterdam recèle la plus riche collection documentaire sur l'anarchisme). Il ne fit pas la moindre allusion aux intentions de M. Bourgin pour le compte de qui il se renseignait. On est en droit de voir dans le procédé, après coup, une manière qui rappelle singulièrement la technique en honneur chez les communistes.

Aucun doute, cependant, n'était permis à la lecture du papier annonçant le nouvel Institut, où les allusions aux « étrangers » qui achètent des documents en France, où le grossier chauvinisme sous-jacent et le ton même décelaient l'inspiration pseudo-communiste (seuls des staliniens, aujourd'hui, tiennent un langage aussi répugnant). Le texte en question reprochait notamment à l'Institut d'Amsterdam l'acquisition de la collection Lucien Descaves. Mais si Descaves n'a trouvé qu'un seul acheteur pour sa collection, en quoi consiste le crime : de l'avoir vendue ou de l'avoir acquise ?

L'Institut d'Amsterdam rassemble entre autres les collections de Max Nettlau, Augustin Hamon, Domela Nieuwenhuis, Pierre Ramus, Lucien Descaves, Fritz Brupbacher... Loin de l'en blâmer, ne doit-on pas le louer d'avoir sauvé, préservé, classé cette documentation, mise à la disposition des érudits et des travailleurs intellectuels ? Si cet Institut n'avait pas existé, où seraient à présent ces collections ?

Il n'est plus question de s'indigner, après tout ce qu'on a vu. Mais certaines choses doivent être consignées noir sur blanc, pour prendre date. Et surtout il importe de signaler l'infiltration stalinienne partout où elle se fait sentir, que ce soit dans la *Vie Catholique Illustrée* ou dans la *Révolution Proletarienne*, et alors qu'il est temps encore d'y parer. Sans illusions, certes, mais sans complaisances, puisque la « guerre froide » met tout en cause.

**Nous rappelons aux membres de notre association en retard dans le paiement de leur cotisation qu'elle est fixée à 2.000 francs (6 mois), 4.000 francs (12 mois). En ce qui concerne les membres à l'étranger, la cotisation est fixée à 5.000 francs (12 mois) et à 6.000 francs si ces membres désirent recevoir le Bulletin par avion. Versement au compte chèque postal de l'Association, Paris 7241-06, ou règlement par chèque bancaire à l'ordre de l'Association.**

## Duclos, Stil et les « rabcors »

JACQUES Duclos est l'homme des précédents. Ce n'est pas la première fois qu'il est impliqué dans les activités illégales du Parti communiste : nous en faisons le rappel motivé il y a quinze jours.

Ce n'est pas non plus la première fois qu'inculpé dans des conditions où sa culpabilité paraissait évidente, il réussit à se faire mettre juridiquement hors de cause.

Le précédent de 1932 est peu connu du public. Il vaut d'être raconté : il contribue à nous éclairer sur le rôle essentiel que joue depuis longtemps Duclos à la tête de l'appareil communiste en France.

### Duclos inculpé d'espionnage

Duclos avait été inculpé d'espionnage en 1932, par le juge Peloux, chargé de l'instruction de l'affaire Bir.

Bir, alias « Fantomas », agent stalinien d'origine polonaise, avait été arrêté au début de 1932 après plusieurs mois de surveillance par les services de contre-espionnage. Sur lui et à son domicile furent découverts des documents secrets intéressant la Défense nationale. Simultanément étaient arrêtés Claude Liogier, alias « Philippe », Maurice Grandcoing, André Coitou, et un autre Polonais employé par les services soviétiques, Alster Strom.

Claude Liogier, alias Philippe, était un ancien métallo de la Loire, venu habiter Saint-Ouen, qui avait publié aux éditions du Parti un roman intitulé *l'Acier*. Il était le directeur technique du service des « rabcors », fondé vers la fin de l'année 1928 sur les indications de « Paul », chef de l'espionnage soviétique en France (1).

Le service des « rabcors » de *l'Humanité* reçut au milieu de l'année 1929 la consigne de dénoncer les « préparatifs de guerre contre l'U.R.S.S. », c'est-à-dire de signaler les mouvements de troupes, les fabrications militaires, etc. En théorie ces renseignements devaient alimenter une campagne de presse accusant le gouvernement de tramer une agression contre les Soviétiques. En fait, les lettres et rapports des correspondants étaient triés par une commission spéciale, qui décidait de « contacter » les rabcors jugés susceptibles d'entrer dans le service d'espionnage soviétique. C'est alors qu'intervenait l'autorité politique de Jacques Duclos, pour accréditer Bir auprès des militants qui étaient convoqués à Paris ou visités sur place.

Les principaux inculpés furent condamnés le 5 décembre 1932, par la XIII<sup>e</sup> Chambre correctionnelle, et leurs condamnations furent confirmées en Appel, le 2 février 1933, par la X<sup>e</sup> Chambre.

Mais Jacques Duclos avait obtenu une ordonnance de non-lieu le 4 novembre 1932. Juridiquement, il avait réussi à se tirer d'affaire.

\*\*

Dans son livre *Les communistes français pendant la drôle de guerre* (Plon, 1951), où se trouvent rassemblés les matériaux les plus précieux sur l'histoire du P.C.F., Rossi a évoqué page 96 cette affaire d'espionnage. Il rappelle que Bir était « en liaison directe avec Jacques Duclos ». Il précise que le dossier de Duclos fut classé « malgré

(1) « Paul » fut arrêté en 1929. Il prétendait se nommer Paul Muraille et être négociant suisse. C'était en réalité un général soviétique. Il se défendit habilement et fut condamné seulement à quatre ans de prison, à l'issue desquelles il retourna en U.R.S.S.

les constatations formelles de l'instruction ». Duclos est resté passif sous ces accusations en 1951, comme il l'était resté en 1934 sous celles de Gaston Venet que nous reproduisons ci-après. Il sait bien qu'il ne peut risquer un procès en diffamation, où la preuve serait apportée contre lui (2).

### Les accusations de Gaston Venet contre Jacques Duclos

Gaston Venet, adjoint communiste au maire de Saint-Denis, avait été mis en cause dans l'affaire Bir et condamné par défaut, le 5 décembre 1932, à 15 mois de prison et 500 francs d'amende. Arrêté ultérieurement par des inspecteurs de la Police judiciaire, il fit opposition au jugement et il fut finalement acquitté.

Par deux lettres ouvertes, il accusa publiquement Jacques Duclos. Datées du 14 octobre et du 8 novembre 1934, elles furent publiées par un journal communiste, l'« Emancipation » de Saint-Denis, dans ses numéros du 20 octobre et du 17 novembre 1934.

Duclos n'y fit JAMAIS AUCUNE REPONSE. Il ne le pouvait pas. Venet savait pertinemment de quoi il parlait et il disait la vérité.

#### I. — LETTRE PUBLIEE PAR G. VENET DANS L'« EMANCIPATION » DU 20 OCTOBRE 1934.

Dans cette première lettre, Venet affirme notamment :

« Il faut se rappeler que plus de vingt non-lieu furent prononcés lors de cette affaire « Fantomas » et que seuls quelques correspondants d'usine de l'« Huma » furent inquiétés. D'ailleurs, parmi ces camarades ayant heureusement bénéficié d'un non-lieu se trouvait Jacques Duclos, dirigeant à l'époque le travail des informations à l'usine (c'est-à-dire le travail d'espionnage des « rabcors »), et c'est Jacques Duclos qui, avec beaucoup de légèreté, avait trouvé comme permanent pour ce travail le fameux Riquier... »

Duclos était donc bien, du côté français, le chef de l'organisation des « rabcors » : il ne l'a jamais nié.

#### II. — LETTRE A MARCEL CACHIN, PUBLIEE PAR G. VENET DANS L'« EMANCIPATION » DU 17 NOVEMBRE 1934.

Dans cette seconde lettre, s'adressant directement à Cachin, Venet affirme notamment :

« Vous savez que Riquier est l'âme de toute cette provocation et que celui-ci n'avait pas une année de Parti lorsqu'il me fut présenté, désigné par Duclos pour collectionner les correspondances ouvrières et préparer le bulletin d'information contre la guerre.

« Dans l'article signé par vous, vous dites que

(2) La page citée de Rossi appelle deux observations de détail :

1. — Le dossier de Duclos, dit-il, aurait été classé « à la suite d'interventions maçonniques ». Non. Mais à la suite de l'intervention d'une ambassade étrangère.

2. — Les « vingt mois de réclusion au colonel X » ressortissent à une autre affaire d'espionnage communiste.

c'est Barbé qui l'a désigné. Mais Barbé n'était plus, à cette époque, dans l'appareil du Parti. Par contre, Jacques Duclos était revenu de l'illégalité dès le début de 1931 et AVAIT ETE CHARGÉ DE LE REMPLACER DANS CE TRAVAIL ; étant moi-même arrivé à la direction de la Région parisienne en mai 1931, c'est Jacques Duclos qui m'a mis en liaison avec le provocateur Riquier pour que je lui transmette les renseignements d'usine pour faire la page des « rabcors » de l'« Humanité ».

« Connaissant tous ces faits, vous les avez sévèrement critiqués à Mortain, le jour où j'avais eu le plaisir de déjeuner avec vous en compagnie de cinq camarades ; vous abondiez dans le sens de mes critiques ; bien plus, vous me disiez que Duclos était un méridional, un bavard, il broie du vent, il a une tête de linotte, qu'avec sa légèreté il risquait de compromettre le Parti. »

Deux précisions d'ordres différents sont à retenir de cette lettre :

1. — La fonction de Duclos : au début de 1931, il succède à Barbé à la tête de l'appareil policier et d'espionnage du Parti. Il jouait un rôle analogue à celui que remplit aujourd'hui Mauvais ou Servin.

2. — Le portrait de Duclos par Cachin. Il ne représente qu'une moitié de la vérité, mais une moitié certaine. L'autre moitié est celle que met en lumière Rossi (op. cit., page 97) : « Jacques Duclos est depuis longtemps entraîné à la vie et à l'action clandestines. » Ces deux aspects du personnage, bien que contraires, sont aussi vrais l'un que l'autre. Duclos est de longue date un praticien des activités clandestines (et il l'a montré à nouveau en 1939-1944). Il reste néanmoins un « bavard », oralement ou par écrit, et capable de compromettre le Parti » par certaines imprudences. Les fameux papiers saisis dans sa serviette le 28 mai 1952, et sur lesquels aucun éclaircissement n'a encore été donné, ni du côté des pouvoirs publics, ni du côté du Parti, pourraient bien être une nouvelle manifestation de ce trait de caractère ; car la manière dont l'Humanité en parle (notamment le 27 juin et le 16 juillet) laisse percer une inquiétude visible (3).

\*\*

L'affaire Duclos existe donc depuis vingt ans. Depuis vingt ans, il est publiquement accusé d'être « co-auteur, complice » et dirigeant (du côté français) de l'espionnage communiste organisé en France pour le compte des Soviets. Depuis vingt ans ne peut plus subsister aucun doute raisonnable à ce sujet. Nos lois sont-elles mal faites, ou est-ce plutôt la ferme volonté de les appliquer qui fait défaut ?

### Les récentes consignes d'André Stil aux « rabcors »

André Stil a protesté contre « l'utilisation » qui pourrait être faite des notes prises au cours de la conférence qu'il fit à Marseille au mois d'avril. Mais il n'est pas impossible d'authentifier ces notes par recoupement. La conférence d'André Stil avait le même sujet, et vraisemblablement le même contenu, que celle qu'il avait donnée à Montreuil le 4 décembre 1951. Le texte en est public : il a paru en brochure, dans la série des « Confé-

(3) Ce bulletin était sous presse au moment où France-Soir du 17 juillet et plus particulièrement Le Figaro de la même date publiaient, avec photocopies à l'appui, l'essentiel du « cahier » de Jacques Duclos. Nous reviendrons sur cet important document, dont l'intérêt n'est pas prêt d'être épuisé.

rences éducatives du Parti communiste français », dont il constitue le douzième fascicule de la première série, avec la mention : « édité par le Parti communiste français, 44, rue Le Pelletier, Paris 9<sup>e</sup> » (4).

Ce texte est probablement plus réservé que les propos effectivement tenus par André Stil au cours de ses conférences fermées. On y retrouve tous les prétextes journalistiques mis en avant par Etienne Fajon dans son rapport du 13 novembre 1951. Mais on y trouve aussi des indications qui permettent de comprendre le fonctionnement du système, et spécialement la première étape de mise en place et de recrutement des agents de renseignements.

André Stil avise les rabcors, ou « correspondants » de l'Humanité, qu'il ne sont pas juges de l'importance des faits qu'ils peuvent communiquer « au journal », et qu'ils doivent donc tout communiquer ; c'est « le journal » qui appréciera l'intérêt des renseignements (page 12) :

« Un événement qui peut paraître important dans un cercle donné, un atelier ou une rue, peut avoir moins d'importance pour le journal. Mais le danger n'est malheureusement pas encore qu'on envoie trop de choses au journal. Et dans ces cas-là, quand il y a doute, il vaut toujours mieux ne pas s'abstenir et envoyer à tout hasard au journal... Le danger est à l'inverse : il y a des faits qui, dans une usine, par exemple, peuvent, sembler secondaires, si on les voit du point de vue étroit de l'usine, mais qui, éclairés par le combat général du Parti, prennent une valeur très grande pour le journal. »

Les rabcors sont ainsi invités à ne pas limiter le domaine de leurs investigations. Sous couleur de « journalisme » s'exercera une première sélection : on verra ceux qui n'ont pas de répugnance à s'y employer. Et l'on voit en quel sens ils peuvent être « éclairés par le combat général du Parti », quand le combat comporte, parmi ses objectifs les plus importants, la lutte contre la fabrication et le transport du matériel militaire.

A la même page, André Stil ajoute :

« Le correspondant ne peut se satisfaire de recueillir autour de lui les faits qui sautent aux yeux, il doit faire un effort de RECHERCHE des faits parfois MOINS APPARENTS, mais qui n'ont pas moins de signification et de portée. »

Pour un correspondant ouvrier travaillant dans une usine d'armement, cette formule générale est une invitation discrète mais non équivoque à l'espionnage. Pour les rabcors placés dans des conditions moins « favorisées », la formule reste utile et efficace. Elle engage à un certain état d'esprit de « recherche » des faits « moins apparents », c'est-à-dire de tout ce qu'il peut y avoir de caché ou de secret.

Une telle besogne n'est pas à la portée de tous. Il y faut des dons particuliers. Il y faut aussi une certaine absence de scrupules. On verra des militants (cela se produit depuis trente ans à l'intérieur du Parti communiste) protester qu'on organise ainsi un « mouchardage » indigne d'un mouvement ouvrier : ceux-là seront aussitôt classés inaptés ; on les rassurera, on ne leur en dira pas davantage, on les aiguillera vers d'autres tâches. Ceux, au contraire, qui se feront remarquer par leurs aptitudes à ce « travail », seront bientôt, nous le verrons du Parti, « contactés » par des « spécialistes ». Il suffit de rapprocher les indica-

(4) La brochure est intitulée : *Plus qu'une probabilité d'un journal communiste : la liaison avec les masses.*

tions d'André Stil du schéma donné par Trotski (5) pour en comprendre la portée :

« Pour son activité, le Guépéou a besoin... d'une ambiance de sympathie pour le recrutement de ses agents... »

« ... En sa qualité de membre du Comité central, le représentant du Guépéou a la possibilité d'approcher tous les membres du Parti, d'étudier leur caractère, de les choisir en vue de certaines tâches déterminées et peu à peu de les gagner au travail d'espionnage et de terrorisme en en appelant à

(5) Lettre de Trotski au Procureur général de la République mexicaine, citée plusieurs fois déjà par le B.E.I.P.I...

leur sentiment du devoir envers le Parti ou tout simplement en les subornant. »

Le « travail » des « correspondants » prépare le terrain et crée une ambiance favorable à la sélection, au recrutement de véritables espions. Parmi les « enquêtes réalisées par les correspondants », André Stil cite (page 6) celle sur « l'occupation américaine ». Quel meilleur banc d'essai pouvait-on imaginer pour les agents de renseignements ?

Nous répétons que de tels agissements, qui se poursuivent au nez et à la barbe des pouvoirs publics, sont de ceux qu'aucune société organisée ne saurait tolérer indéfiniment sans consentir au suicide.

## LES PAYS DU GLACIS SOVIÉTIQUE

### ALLEMAGNE ORIENTALE

#### Ode à Jacques Duclos

Pendant plusieurs jours, la presse du glacis a consacré une très large place au nouveau « martyr » du P.C. français, M. Jacques Duclos. Alors que l'arrestation du leader communiste n'a provoqué en France aucune réaction de masse — l'ordre de « grève sur le tas » s'étant soldé par l'échec que l'on sait — les journaux paraissant derrière le glacis ont parlé de « manifestations monstres », de « l'indignation générale », de la « colère populaire ».

La palme revient vraisemblablement à un « poète » communiste allemand, M. Harry Thuerk, qui a composé, pour la *Taegliche Rundschau*, organe de l'Armée rouge en Allemagne (numéro du 19 juin) une ode qu'il a intitulée : « Liberté pour Duclos ».

Nous en donnons ci-après une traduction intégrale. L'auteur qui s'est inspiré quelque peu d'une poésie de Paul Eluard : « Liberté », invente de toutes pièces les scènes qu'il décrit :

*La ville sur la Seine possède une chanson nouvelle,*

*Une chanson de colère.  
Elle éclate comme un ouragan  
Dans les rues de ses faubourgs;  
Elle ferme les grillages métalliques des usines  
Et tambourine, menaçante, exigeante  
Par mille poings vigoureux  
Sur les cachots de la Sûreté :  
Liberté pour Duclos.*

*Les petits-fils des communards l'ont créée  
La faisant résonner au point du jour,  
Les arrière-petits-fils serrent les poings*

*Pendant qu'ils montent les piquets de l'immense [grève.*

*Sur toutes les maisons elle est inscrite  
Et sa flamme puissante embrase  
Le cœur du métal de Colombes.  
Tout comme le cœur du paysan de la Champagne:  
Liberté pour Duclos.*

*Des jardins odorants de la Provence,  
La chanson monte vers Paris.  
Elle vient des cimes des Pyrénées  
Et des ports bruyants du Midi.  
Les cloches, dans les villages des Alpes, la chan-*

*Comme la chantent les jeunes filles de Normandie [tent  
Remplies de haine  
Contre les gaz lacrymogènes de la police.  
Elle résonne sur les bateaux dans le golfe de [Biscaye  
Et dans les huttes des pêcheurs sur la Côte :  
Liberté pour Duclos.*

*La ville sur la Seine possède une nouvelle chanson  
Une chanson de colère.  
Le monde entier, camarade Duclos,  
Résonne de son écho  
Depuis Shanghai jusqu'à Alger  
Depuis Arkangelsk jusqu'à Djakarta.  
Elle réduira les murs branlants de la prison  
En poussière qui est sans valeur  
Aux yeux de l'histoire.*

Gageons que « l'excellent » poète allemand se verra, à la prochaine distribution, décerner le « prix Staline »... Ou alors ; il n'y a pas de justice dans le monde stalinien.

### Le niveau de vie des Allemands de l'Est

Sous le titre « Le Monde du Socialisme et de la Paix », collection des Documents Économiques, le Comité central du P.C. français a publié une étude de 175 pages grand format dont le but principal est de glorifier les réalisations économiques de l'U.R.S.S. et de ses satellites européens

et asiatiques. C'est dire que les chiffres dont on s'est servi — et ils sont nombreux — pour démontrer le progrès du monde soviétique et ses bienfaits, ont été soigneusement choisis.

Cependant, même ces données « sélectionnées » et ces statistiques fréquemment « sollici-

tées » ne parviennent pas à camoufler la réalité qu'un examen plus approfondi de ces mêmes sources permet d'entrevoir. L'ouvrage cité comporte, outre les développements consacrés à l'U.R.S.S., sept chapitres consacrés aux pays de démocratie populaire en Europe (Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Albanie, Allemagne orientale) et quatre chapitres traitant de la Chine, du Viet-Nam, de la Corée du Nord et de la Mongolie Extérieure. Nous nous bornons à examiner à titre d'exemple, quelques données relatives au standard de vie de la zone soviétique en Allemagne.

La section consacrée à la « république démocratique allemande » est largement orientée vers l'avenir. Elle est littéralement farcie de chiffres, à vrai dire mirobolants, sur la production industrielle et agricole... en 1955. Ce n'est qu'incidemment que sont mentionnées les données beaucoup moins alléchantes sur la situation actuelle.

On est frappé, de prime abord, par la contradiction, facile à découvrir, entre les chiffres de consommation et l'affirmation (toute gratuite) qui est censée les résumer :

*« Sur la base de cet accroissement général de la production tant industrielle qu'agricole, le niveau de vie de la population a pu être sensiblement élevé. »*

Or, à la page précédente (129), on relève que la récolte de blé des dernières années a été constamment inférieure à son niveau d'avant-guerre, soit 1.547 millions de tonnes en moyenne de 1934 à 1938, et seulement 1.491 millions de tonnes en 1951, et 1.214 millions en 1950.

Le même tableau fait état, il est vrai, d'un accroissement, de l'ordre de 11% de la production de pommes de terre par rapport à la moyenne des années d'avant-guerre. Malheureusement, dans un récent article paru dans l'organe officiel soviétique en Allemagne, la *Taegliche Rundschau*, du 28 juin dernier, le secrétaire d'Etat au commerce et au ravitaillement, M. Paul Baender, se plaint de l'insuffisance de pommes de terre mises en vente et fait état « de graves difficultés qui auraient pu être évitées » dans l'approvisionnement en pommes de terre de la population civile. Trop fréquemment, ajoute-t-il, les paysans préférèrent donner les pommes de terre à leur bétail que de les livrer au ravitaillement général. Par conséquent, à supposer que les chiffres indiqués dans la publication du C.C. du P.C.F. soient

exacts, ils ne signifient pas — il s'en faut — que l'approvisionnement des consommateurs ait été meilleur.

Un autre secteur important est celui de la viande. La publication citée affirme, ici encore, que « la consommation a pu ainsi augmenter par rapport à 1950 de 28,5 % pour la viande... » A la même page, on trouve encore les indications que voici :

*« Les résultats ont été particulièrement bons dans l'élevage des porcs, soit 5.689.494 porcs au 3 décembre 1938 et 6.831.545 au 3 octobre 1951... Par rapport à 1950, le cheptel bovin s'est accru de 5,4 % et le nombre de vaches de 11,8 % »*

Dès lors, on serait tenté de présumer que la consommation de viande, totale et par habitant, a également marqué un accroissement par comparaison avec l'avant-guerre. En vérité, il n'en est rien. La même publication (p.128) signale que si « la consommation par tête » doit atteindre en 1955, plus de 53 kg. par an, en 1952 (qui par définition doit être en progrès sur 1951) elle ne sera de 43 kg. contre 46,7 kg. en 1936.

En d'autres termes, les Allemands de l'Est mangent, aujourd'hui encore, moins de viande qu'autrefois.

Situation semblable, sinon pire, en ce qui concerne la consommation de lait. Elle était de 127 litres par habitant et par an en 1936. Bien qu'ayant, paraît-il, augmenté de 20,8 % par rapport à 1950, et sans doute d'autant par rapport à 1951, elle n'est, en 1952, que de 70 litres par personne et par an. L'année dernière encore, les Allemands de l'Est n'avaient droit qu'à peine à la moitié du lait qu'ils consommaient avant la guerre.

Par une sorte d'ironie, sans doute, les auteurs de « l'ouvrage » ont inscrit en tête du chapitre consacré à la « république démocratique allemande » (p. 124) ces trois phrases :

*« La République Démocratique allemande réunit la plupart des caractéristiques d'un Etat de démocratie populaire. Elle représente une partie importante de la nation allemande où la classe ouvrière, alliée à la paysannerie laborieuse, détient le pouvoir. Cette situation résulte de l'appui de l'armée et des autorités soviétiques... »*

En somme la caractéristique principale de la démocratie populaire, c'est une baisse du niveau de vie... grâce à « l'appui de l'armée et des autorités soviétiques ».

## TCHÉCOSLOVAQUIE

### Institut de propagande antireligieuse

La grande presse s'est fait l'écho d'un violent discours prononcé récemment par M. V. Kopecky, ministre de « l'Information » du gouvernement tchécoslovaque. Déjà par les brefs extraits donnés par certains quotidiens, on a pu se rendre compte de l'intensité de la lutte antireligieuse dans les pays du glacis soviétique.

Cependant, les diatribes de M. Kopecky, qui s'étalent sur toute une page, grand format, du quotidien officiel du P.C.T., le *Rude Pravo*, du 22 juin, méritent qu'on s'y arrête plus longuement. Ce discours marque en effet une étape des plus importantes dans l'évolution des régimes dits de démocratie populaire vers l'instauration progressive d'un Etat communiste et bolchévique.

C'est la première fois que non seulement les

Eglises mais la foi, le sentiment religieux lui-même sont officiellement condamnés.

En second lieu — et ceci est peut-être encore plus important — un institut est créé dont la tâche principale consistera à faire une propagande antireligieuse systématique.

*« Lorsque nous parlons par exemple du culte, nous devons distinguer, parmi les gens qui vont à l'Eglise, qui s'inclinent profondément devant la croix ou d'autres symboles religieux, deux catégories très différentes de personnes. La première est formée de gens pour qui l'exercice de la religion n'est qu'un camouflage, et qui en vérité ne sont pas animés d'un sentiment religieux quelconque... Ce sont des gens qui étaient autrefois*

des sans-Dieu, des francs-maçons, des indifférents, mais qui aujourd'hui vont à l'Eglise uniquement pour, ce faisant, manifester démonstrativement leur opposition contre la démocratie populaire et contre le socialisme, qui vont aussi à l'Eglise pour y puiser du courage, y prier Dieu en appelant de leurs vœux les impérialistes américains et le déclenchement d'une nouvelle guerre sanglante. Ce sont là des gens qui au lieu de faire un salut fasciste font le signe de la croix, et au lieu de porter des chemises américaines à fleurs, ou des cravates du même genre, symbole de l'impérialisme américain, portent des croix, d'une manière démonstrative. »

Ayant ainsi « défini » les marques distinctives de cette première catégorie de croyants, le ministre profère à leur adresse des menaces précises :

« Il va de soi que nous considérons ces gens allant à l'Eglise comme ils le méritent, et que dans la lutte contre de tels ennemis qui conspirent contre notre ordre démocratique-populaire sous couvert de religion, rien ne saurait nous arrêter, même pas le respect des lieux soi-disant sacrés des Eglises et monastères, même pas le respect de l'habit soi-disant sacré du prêtre ; car nous savons que dans notre lutte contre l'abus qui est fait de la religion à des fins insurrectionnelles, réactionnaires, de même que contre les intrigues d'agents du Vatican, d'impérialistes américains et autres, nous pouvons nous appuyer sur des catholiques qui sont loyaux et sur des prêtres qui sont patriotes. »

Mais déjà le ministre de l' « information » porte son attention sur une deuxième catégorie de croyants :

« D'un autre côté, il y a des gens, souvent des gens simples, des travailleurs, qui professent la religion par superstition, par manque d'éducation, ou pour d'autres motifs, par exemple : peur, sentiment d'impuissance, maladie, etc. Ce sont des gens pour qui la religion et sa pratique sont la philosophie de la vie, la foi dans un créateur supra-naturel, dans un sauveur supra-naturel, qui dirige le cours de la vie et la détermine. Ce sont des gens, qui portés par tempérament vers cette

philosophie religieuse qui n'est au fond que la philosophie de la classe des exploitants, des maîtres, des réactionnaires, entrent en conflit avec les lois du progrès humain, constituent un frein à l'évolution nécessaire, représentent l'espoir potentiel des ennemis du progrès, des ennemis de la classe ouvrière, des ennemis du socialisme, des ennemis de la paix. »

C'est alors que M. Kopecky définit les tâches qui vont incomber à « l'Institut tchécoslovaque pour la diffusion de connaissances politiques et scientifiques », ou, en d'autres termes, « l'Institut de la propagande antireligieuse », « dont la nécessité, déclare le ministre, se faisait sentir depuis longtemps. »

« Il y a des gens qui, prisonniers du passé, professent l'idéologie religieuse tout simplement parce que personne ne leur a appris une autre idéologie, l'idéologie progressiste, parce que personne ne les a convaincus d'adopter l'idéologie progressiste, le matérialisme historique de la classe ouvrière, l'idéologie mondiale du marxisme-léninisme. Ce sera là la tâche essentielle, et combien importante, de cet Institut pour la diffusion de connaissances politiques et scientifiques, que par votre congrès vous venez de fonder. »

L'Institut aura ses propres « missionnaires » qui de village en village iront prêcher la foi stalinienne, ou, comme dit M. Kopecky, « iront dissiper les ténèbres de l'ignorance, legs du passé, iront libérer le peuple de l'obscurantisme religieux et des superstitions, iront répandre les connaissances et l'éducation, iront éclairer les gens sur les phénomènes de la nature, iront expliquer par la dialectique matérialiste l'évolution de l'univers, de la terre et de l'homme... », etc.

Détail qui a son importance, Dieu le Créateur ne sera pas purement et simplement supprimé, mais remplacé, dans cette « idéologie progressiste » par « l'homme le Créateur » qui a le pouvoir de « modifier la nature », de « créer des richesses à la place des déserts », de « déplacer des rivières et des océans ».

Voilà donc une nouvelle phase de la lutte anti-religieuse qui commence...

## Les juges du « peuple »

L'institution que par un euphémisme on appelle « justice populaire » ne ressemble en aucune manière à la justice dans les pays civilisés et libres. La séparation du pouvoir judiciaire d'avec les pouvoirs législatif et exécutif, de même que l'indépendance des juges, principes fondamentaux sur lesquels repose la protection des individus, ont été rejetés par la théorie de Lénine et par la pratique instaurée en U.R.S.S. et dans les pays satellites.

C'est le pouvoir politique, concentré entre les mains du Parti communiste, qui, dans une démocratie populaire, désigne et révoque les juges. Sous le titre : « Les syndicats doivent porter plus d'attention aux juges du peuple », le Praca, organe de la C.G.T. tchécoslovaque, écrit à la date du 20 juin :

« Les juges populaires des tribunaux départementaux sont désignés par les Conseils populaires départementaux, ceux des tribunaux régionaux par les Conseils populaires régionaux, et ceux du Tribunal Suprême et du Conseil d'Etat par le gouvernement. Ne peut être nommé juge du peuple,

pour une période de deux ans, que le citoyen tchécoslovaque, homme ou femme s'il est âgé de plus de 30 ans et de moins de 60 ans, inscrit sur les listes électorales, ayant un casier judiciaire vierge, et s'il est prouvé qu'il est loyal à l'égard de l'Etat et dévoué à l'ordre démocratique-populaire. Si l'une quelconque de ces conditions venait à disparaître, en cours d'exercice de sa fonction de juge populaire, l'intéressé doit être immédiatement révoqué. »

En d'autres termes, lorsque la personne désignée n'est plus considérée comme « loyale à l'égard de l'Etat » ou suffisamment « dévouée à l'ordre démocratique-populaire », elle est sans autre forme de procès relevée de sa mission.

Dans quelles classes sociales et dans quels milieux recrute-t-on les juges du peuple ?

« Les juges du peuple sont choisis, au sein des entreprises industrielles parmi les ouvriers, au sein des coopératives agricoles parmi les petits et moyens paysans... La plupart des juges populai-

*res sont des stakhanovistes, des améliorateurs, des ouvriers exemplaires. »*

La compétence des « jurys populaires » est extrêmement vaste puisqu'elle couvre « aussi bien les affaires criminelles que les procès de droit privé ». Les jugements prononcés par ces jurys ont dû donner lieu à bien des critiques, à telle enseigne que le *Praca* croit devoir lancer l'appel que voici :

*« Tout jugement, tout verdict de notre justice populaire doit être accompagné d'attendus, il doit être justifié et suffisamment convaincant afin que l'assistance — accusé, juges, témoins, public — comprennent de quoi il s'agit et reconnaissent le bien-fondé du verdict. »*

Mais les juges « du peuple » n'ont pas seulement la mission de juger et condamner. Les juges populaires doivent être en même temps des propagandistes de l'idéologie communiste et de son application à la « justice populaire ». Une partie de l'article du *Praca*, la dernière, comporte le sous-titre suivant : « Les tâches dans les entreprises », où l'on peut lire :

*« Il s'agit de bien faire comprendre aux masses, avec à-propos et d'une manière correcte et convaincante, le bien-fondé des jugements inspirés par des considérations de classe, de leur faire admettre que la justice populaire est faite pour servir et protéger non pas n'importe qui, mais ex-*

*clusivement le travailleur, que la justice populaire, c'est le poing fermé de la classe ouvrière, dirigé contre ses ennemis et saboteurs. »*

Pour « éduquer » les juges populaires dans cet esprit, le ministère de la « Justice » publie :

1) Une collection de brochures à l'intention des juges du peuple et dans lesquelles « sont définis en détail leurs droits et obligations et donnés les conseils leur permettant de s'acquitter de leurs tâches à la satisfaction générale. »

2) Une revue intitulée : « Le Juge du Peuple ». « C'est une publication qui apporte périodiquement les articles écrits la plupart du temps par les juges populaires eux-mêmes qui, par cette voie, échangent leurs idées et leurs expériences. »

Parmi les lacunes — le *Praca* lui-même en reconnaît plusieurs — deux surtout méritent de retenir l'attention.

En premier lieu, les juges populaires ne sont pas encore assez sévères, les verdicts qu'ils prononcent ne sont pas encore assez lourds. Et l'organe cégétiste fait alors appel à leur « civisme » pour châtier comme il se doit tous les ennemis et saboteurs...

En second lieu, l'absentéisme sévit. En d'autres termes... « il arrive fréquemment que le juge populaire soit absent, sans motif valable, et sans un mot d'excuse, aux séances du tribunal... »

## ROUMANIE

### La fin du régime parlementaire

Les dernières élections législatives, ont eu lieu en Roumanie le 28 mars 1948. Sur les 414 sièges à pourvoir, 405 revinrent au bloc des candidats gouvernementaux et 9 à deux groupes appelés indépendants. En réalité, ces derniers étaient constitués par des dissidents crypto-communistes des partis interdits.

Les préparatifs électoraux durèrent plusieurs mois. Il n'existait qu'un seul type d'affiche, mais reproduit à des millions d'exemplaires. Hautes d'une dizaine de mètres, elles couvraient les façades des Ministères, des gares, des sièges du Parti, des édifices publics, etc.; dans un format plus modeste, on les voyait à toutes les devantures et collées aux fenêtres des tramways et des autobus. Le texte de cette affiche était reproduit tous les cent pas sur les trottoirs.

Un mois avant la date fixée pour les élections, le pain blanc fut mis en vente, l'huile, qui avait disparu du marché depuis plus de deux ans, fit sa réapparition et les détenteurs des cartes de sucre purent toucher leur ration, chose qui ne s'était plus produite depuis des mois.

Deux semaines avant le scrutin, les employés des entreprises d'Etat reçurent chacun la mission de visiter, selon un plan établi, dix familles par jour. Leur tâche consistait à expliquer aux électeurs comment et pourquoi il fallait voter, et de les avertir, en même temps, des conséquences qu'une éventuelle abstention pourrait avoir. Les électeurs étaient tenus de retirer personnellement leurs cartes et de signer sur le registre spécial de la mairie. Sur cette carte, le jour du vote, un fonctionnaire devait apposer un cachet témoignant que l'électeur avait accompli son devoir. Quiconque ne possédait pas ce cachet, risquait

de perdre son emploi et même d'être traité de saboteur de la cause de la paix.

Les électeurs ne prirent connaissance des noms des candidats que dans l'enceinte même des bureaux de vote. Leur tâche était simplifiée par le fait que dans 49 des 58 départements de la Roumanie, il n'existait qu'une seule liste, celle du gouvernement. L'électeur ne pouvait donc manifester son opposition qu'en annulant son bulletin. Mais cet acte eut été totalement inutile, car une heure avant la clôture du scrutin — à 7 heures du soir — les élèves des lycées, les étudiants et les formations de la jeunesse, répondant à la convocation du « parti », organisaient une « impressionnante et spontanée retraite aux flambeaux » (*Scantia dixit*) pour « célébrer la victoire écrasante du camp démocratique ». A dix heures du soir, donc deux heures après le début de l'opération de dépouillement, le gouvernement était en mesure d'annoncer les résultats exacts, pour tout le territoire, y compris les villages les plus isolés, où il n'existait pas le téléphone. Or le nombre des voix exprimées était de presque neuf millions et toute une nuit aurait au moins été nécessaire pour les compter.

#### Le précédent soviétique

Une procédure analogue en U.R.S.S. est historiquement explicable. Les adversaires du régime tsariste, avaient fait du droit au suffrage universel et de la représentation populaire un de leurs principaux arguments de propagande. Les libéraux, les mencheviks et même les bolcheviks, avaient inscrit dans leur programme l'octroi d'une constitution garantissant les droits individuels

à tous les citoyens. Les communistes devenus maîtres absolus d'un pays qui n'avait jamais connu dans le passé des élections démocratiques, ont imaginé un système de consultation populaire, destiné à remplacer, aux yeux des masses, le droit au suffrage universel. La majorité des sujets de Staline sont aujourd'hui convaincus que les élections dans les pays étrangers se déroulent de la même manière qu'en Russie. En outre ils sont persuadés qu'en Occident, les électeurs sont soumis à une pression au moins égale à celle qu'exerce sur eux-mêmes le gouvernement de l'U.R.S.S. Le fait qu'une partie du corps électoral vote contre les régimes capitalistes, est considéré comme une sorte d'acte de désespoir populaire. La presse soviétique présente d'ailleurs les succès obtenus par les partis communistes en dehors du glacis soviétique, comme une manifestation de soulèvement populaire et y voit la préfiguration d'une action révolutionnaire.

### Le régime parlementaire en Roumanie

Le même système est aujourd'hui appliqué dans les républiques populaires, probablement pour obtenir un résultat analogue. Mais les communistes doivent y lutter contre les souvenirs d'un passé récent.

Il a été souvent affirmé que la Roumanie n'a jamais eu le régime parlementaire selon l'acception occidentale du mot. Cette affirmation ne correspond qu'en partie à la réalité. La Constitution roumaine de 1923 institua le suffrage universel et secret. De 1923 jusqu'au début de l'année 1938, les citoyens ont élu huit fois des sénateurs et des députés. Mais la loi électorale mise en vigueur en même temps que la Constitution, était conçue de façon à « corriger » le verdict populaire. Le parti qui réunissait 40 % des suffrages — sept fois sur huit ce fut celui du gouvernement — obtenait une prime destinée à lui assurer une majorité confortable dans les deux Chambres législatives. En outre, le pouvoir exécutif, pour aider le gouvernement à franchir le cap de 40 %, a souvent recouru à des procédés abusifs, en mettant des entraves à la propagande des partis de l'opposition et en faisant « voter les morts ». Ce sont ces derniers qui auraient en 1932 assuré le succès du Gouvernement qui, semble-t-il, ne pouvait obtenir que 38 % de voix des vivants.

Certes ces procédés et la loi électorale elle-même étaient critiquables. Le gouvernement une fois installé au pouvoir par le Roi n'était jamais renversé par le Parlement. Tous ses projets de loi étaient votés avec une majorité de 60 % de députés. En réalité les cabinets étaient investis et maintenus au pouvoir par la confiance du Souverain à condition que le choix de ce dernier soit confirmé par 40 % du corps électoral.

Lorsqu'en novembre 1937 le gouvernement Tataresco n'obtint que 37,5 % de la totalité des suffrages exprimés, ce fut la fin de la pseudo-démocratie roumaine. Sous prétexte que le système ne pouvait plus fonctionner à défaut d'une majorité parlementaire certaine, le roi Carol abrogea la Constitution et instaura sa dictature personnelle. Les Roumains purent alors constater que leur parlement, même s'il n'avait jamais été en mesure de s'opposer à la volonté gouvernementale, avait toutefois constitué une tribune, où l'opposition pouvait s'exprimer librement et exercer une critique effective que la presse anti-gouvernementale reprenait à son compte. La démocratie n'était pas parfaite, mais le régime roumain d'avant 1938 avait plus de points communs avec un régime de liberté qu'avec un régime de dictature. Après le coup d'État du roi Carol, les ministres ne furent plus responsables que devant le souverain. C'est dans cette situation que la Roumanie

se trouvait en 1944 — les prérogatives royales ayant été confiées au Maréchal Antonesco — lorsque les troupes soviétiques occupèrent son territoire.

### L'application des décisions de Yalta en Roumanie

La question de la légitimité du gouvernement des pays ex-satellites de l'Allemagne, libérés par les troupes alliées fut réglée au cours de la conférence de Yalta de février 1945. Les « trois grands », s'engageaient par une déclaration commune à « constituer des autorités gouvernementales provisoires, représentant largement tous les éléments démocratiques de la nation », et de « faciliter, là où ce serait nécessaire, l'organisation des élections ». Il était sous-entendu que par « éléments démocratiques » il fallait comprendre éléments anti-fascistes, donc, dans la conception occidentale, des éléments attachés à la démocratie parlementaire.

En Roumanie l'application des principes contenus dans la déclaration de Yalta, revenait aux Russes. Le 5 mars 1945 après une entrevue dramatique entre le roi Michel et M. Vychinski, l'armée rouge occupa les ministères et installa à Bucarest un gouvernement qui, selon les Soviétiques, correspondait aux décisions adoptées par les « grands ». Dans cette interprétation l'anti-fascisme était synonyme d'amis de l'Union Soviétique. Ce critère de sélection permit aux communistes de s'assurer le contrôle de l'appareil de l'Etat.

La Roumanie se trouvait, toutefois, dans une situation juridique paradoxale. En principe, le roi — la Constitution de 1923 n'étant pas remise en vigueur — continuait à être le détenteur exclusif de la souveraineté nationale. Faute d'un parlement, les décrets du gouvernement n'avaient force de loi que si le roi acceptait de les signer. Le 23 août 1945, le Souverain adressait des notes d'un contenu identique aux « trois grands » dans lesquelles il déclarait illégal le régime instauré par les Russes et demandait l'intervention alliée pour la constitution d'un gouvernement démocratique.

En attendant, le roi Michel refusait de collaborer avec son ministère. Pour sortir de l'impasse causée par cette « grève » il n'y avait qu'un seul moyen : transférer les pouvoirs royaux au parlement.

Au cours de la Conférence de Moscou de décembre 1945 les Ministres des Affaires Etrangères de l'U.R.S.S., des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, décidèrent de procéder, conformément à la déclaration de Yalta, à des élections en Roumanie. Les Russes reconnurent le caractère démocratique et donc antifasciste de l'opposition constituée par les paysans de M. Maniu et les libéraux de M. Bratiano et acceptèrent de compléter le gouvernement de Bucarest par deux représentants de ces partis. Une commission formée de M. Vychinski, MM. Clark Kerr et Averell Harriman, ces derniers respectivement ambassadeurs des Etats-Unis et de Grande-Bretagne en U.R.S.S., devait surveiller sur place l'application des décisions de Moscou. En ce qui concerne la liberté des élections, les Russes s'accordèrent aux anglo-saxons qu'une seule « garantie » : la parole d'honneur de M. Vychinski.

Aujourd'hui, alors qu'il est question d'élections dans toute l'Allemagne, le précédent roumain, seule consultation populaire organisée en commun par les Grands — ne doit pas être perdu de vue. Les communistes ont réussi à s'assurer le succès, grâce à une loi électorale qui, tout en gardant une apparence démocratique, faisait des élections une simple formalité. En effet, le dé-

pouillement et la centralisation des résultats étaient confiés aux organes du gouvernement. L'opposition n'avait la possibilité de contrôler l'opération électorale que jusqu'au moment où les bulletins étaient introduits dans l'urne. Le véritable contenu de celle-ci, tel qu'il fut constaté au cours de la nuit du 19 novembre 1946, est devenu un secret du gouvernement. Celui-ci s'attribua 4.766.000 voix et 348 sièges et ne concéda à l'opposition que 888.000 suffrages et 35 sièges. Selon toute vraisemblance ces résultats étaient grossièrement truqués. Les communistes l'ont eux-mêmes reconnu indirectement en décrétant, le lendemain du scrutin, l'amnistie générale pour tous les faux commis au cours de la vérification des urnes, et

dans la rédaction des procès-verbaux électoraux. Mais ces élections rendaient légal le régime communiste et le roi Michel fut obligé d'homologuer les résultats, en ouvrant par un message royal, les travaux parlementaires.

Les Anglo-saxons se contentèrent de protestations de pure forme, et au printemps de 1945 ils signaient le traité de paix avec la Roumanie reconnaissant ainsi implicitement la légitimité du gouvernement de Bucarest. Rien ne s'opposait plus alors à la condamnation définitive du régime parlementaire en Roumanie et à la promulgation d'une constitution copiée sur celle de l'U.R.S.S. Elle fut votée par l'Assemblée Nationale de Bucarest au cours de sa première session, au printemps 1948.

## HONGRIE

### Aveux d'une faillite et prodromes de crise

Il est rare d'entendre l'aveu d'une faillite. En ce moment, en lisant la presse communiste hongroise, on est témoin de ce phénomène : le plan quinquennal n'a pas donné le succès exigé et attendu.

*Préliminaires* : déjà au cours des 6 derniers mois, les articles de la presse communiste ont appelé l'attention sur les déficiences qu'on remarquait dans les résultats du Plan. On s'en prenait tout à la désorganisation technique et au manque de discipline du travail. La résistance des koulaks et le manque de sens des responsabilités des membres du Parti étaient les autres « causes » de l'insuccès. Depuis fin mai, il ne se passait pas de jour sans que la presse communiste hongroise ne publie des critiques concernant l'un ou l'autre des secteurs de la production, où les tâches fixées par le plan n'avaient pas été accomplies.

Il est utile de rappeler quelques-uns de ces articles : le 4 juin 1952, le *Szabad Nep* (Peuple Libre), organe officiel du Parti communiste, parle de la nécessité d'intégrer les femmes d'une manière totale dans le rythme du travail, parce que le manque de travailleurs se fait sentir de plus en plus. « *Du point de vue des unités de travail, hommes et femmes doivent donner le même rendement* » décrète le régime.

L'éditorial du *Szabad Nep*, du 5 juin, attaque les mines de bauxite et constate que les prévisions pour l'année 1952 annonçaient une augmentation de la production de 52 %, mais ces chiffres ne sont pas atteints.

Le *Szabad Nep* du 10 juin critique l'agriculture, qui aurait dû augmenter la production de 50 %, ce qui n'est pas survenu. Le numéro du 11 juin traite en détail des causes qui ont empêché l'achèvement des usines de ciment de Hajocsaba alors que ces usines auraient dû livrer 100 wagons de ciment par jour.

D'après le *Szabad Nep* du 6 juin, les Comités communistes des usines Ganz tentent de voiler les irrégularités découvertes dans l'usine.

#### Aveu sans détour

L'opinion publique fut, peu à peu, alertée par ces critiques répétées, car elles semblaient prouver que la production était fort déficiente. Finalement, un article sur trois colonnes publié dans le *Szabad Nep* du 14 juin, traite le problème du Plan Quinquennal en détail. Ces déclarations sont d'autant plus intéressantes que l'année 1952 a été toujours « annoncée » comme décisive du

point de vue du Plan. La phrase introduisant l'article essaye encore d'exprimer un certain optimisme et une satisfaction du moins timide. Elle dit que l'industrie lourde a accompli sa tâche ce qui prouve que les prévisions du Plan ont été « réalistes ». Immédiatement après cette constatation, nous lisons que les prévisions n'ont pas été atteintes par : 1) la production du fer ; 2) la production des machines agricoles ; 3) la production des engins motorisés ; 4) dans maintes autres branches de l'industrie.

Ces secteurs cités sont les secteurs considérés comme « branches clés » de l'industrie. La production charbonnière est restée de 36 % au-dessous du Plan, ce qui est grave. Le manque de charbon et de fer a mis en péril l'équilibre de la production et l'industrie n'est plus en état de produire ce que le Plan avait prévu, mais seulement ce que les matières premières permettent. Le même article constate que la qualité aussi est restée bien en dessous des prévisions, ce qui diminue les possibilités d'exportation, bien que la Hongrie ait le devoir d'exporter pour être en état d'acheter les matières nécessaires à la production d'armement.

Les causes donnant sujet à critique sont, d'après le journal : 1) le manque d'une planification véritable ; 2) le manque de responsabilité des travailleurs ; 3) le manque de discipline des travailleurs.

#### Causes véritables

Tout ceci n'est que prétexte et la racine du mal est à chercher ailleurs. Moscou a exigé des chiffres de production si élevés de tous les pays satellites, y compris la Hongrie, que ces pays sont incapables de satisfaire ces exigences. Les responsables de l'économie ont été contraints d'hypertrophier la production industrielle et agricole, pour sauver leurs têtes. L'U.R.S.S. exigeait une production d'armement intensifiée, pendant que, pour réaliser cette production, des matières premières étaient nécessaires qui auraient dû être importées de l'étranger. En outre — et c'est l'une des causes principales de la faillite du Plan — les cadres les plus connus furent déportés comme « éléments indésirables », indignes de confiance. A l'une des entreprises de menuiserie par exemple, il a été reconnu que seulement 21,2 % des anciens cadres travaillent encore, les autres dirigeants viennent d'une formation complètement différente. Par exemple, un des dirigeants les plus

importants a été, avant d'occuper ce poste, pianiste dans un bar.

Comme troisième cause de la production déficiente, on doit considérer l'opposition violente des travailleurs, qui font du sabotage à chaque occasion ; d'autre part, la sous-alimentation et le surmenage les rendent incapables d'accomplir la tâche accrue qu'on attend d'eux.

### Conséquences probables

Les problèmes concernant le Plan Quinquennal se profilaient déjà depuis un certain temps, mais le fait que la faillite est constatée dans la presse et commentée sans ambages représente un grave danger pour les responsables communistes hongrois. La Commission de contrôle soviétique qui effectua une enquête au cours du printemps, avait donné un avis fort défavorable concernant les résultats atteints. Et ce sont des « péchés » analogues qui ont provoqué la crise roumaine et la crise tchécoslovaque.

En Hongrie aucun procès sensationnel ne s'est déroulé depuis le procès Rajk. Mais tout le monde sait que les dirigeants communistes appartiennent à deux clans opposés l'un à l'autre. Un de ces groupes est formé par les Rakosi-Vas-Farkas, l'autre groupe est sous la tutelle de MM. Gérö-Revai. Il est difficile d'user de la dénomination courante autre part de « Moscovites » ou « Titistes », car

la majorité des dirigeants encore en vie sont aussi bien des « Moscovites » que des Israélites soupçonnés de « titismes », (Gérö, Singer, Revai, Kahan, Rakosi, Roth, Vas, Weinberger). Le chef tout-puissant de la Police politique, Gabor Péter (Benjamin Auspitz) s'est joint au groupe Gérö-Revai, qui a la réputation d'être beaucoup plus fanatique, de suivre une ligne idéologique beaucoup plus « rigide ». Lors de l'anniversaire de Rakosi, au mois de mars, Staline n'envoya pas son télégramme habituel. A part cela, rien ne permet de dire que l'un de ces groupes soit en disgrâce à Moscou. Peut-être la lutte Malenkov-Molotov n'a-t-elle pas encore atteint Budapest. Un danger pour Rakosi est le fait qu'il a été secrétaire de Zinoviev, ce qui le rend vulnérable (le fichier du Kremlin n'oubliant jamais rien). Toutefois la propagande communiste met toujours en vedette son comportement « héroïque » du temps de son emprisonnement, il est bon orateur et il possède une certaine jovialité qui le rend populaire dans quelques milieux. Gérö et Revai, sont tous les deux des fanatiques (Gérö est gravement malade) et leur rigidité n'est pas de bon aloi du point de vue de la propagande communiste.

On peut s'attendre à une répression sensationnelle contre les dirigeants hongrois, vu la faillite du Plan. Peut-être le bouc émissaire n'a-t-il pas encore été choisi, mais qu'un bouc émissaire soit choisi, cela ne fait plus de doute.

## POLOGNE

### Les malfaçons de la production

« Produire beaucoup et de bonne qualité », tel fut le slogan lancé il y a quelque temps par les gouvernants polonais. Mais dans les conditions du travail soviétisé, il est difficile de donner à la fois la quantité et la qualité. Aussi, la population ne cesse de se plaindre de la mauvaise qualité des produits industriels.

C'est ainsi que les voitures d'enfants s'abiment après quelques jours d'usage. Les réchauds électriques ne durent pas plus longtemps. On ne trouve pas dans les magasins d'Etat de chaussures qui soient solides. Il arrive souvent que les chemises dont l'encolure est prévue pour des hommes robustes, correspondent, comme largeur d'épaules, à celle d'un garçon de quinze ans... Les costumes sont coupés en dépit du bon sens, avec des manches trop courtes, ou démesurément trop longues. Les chaussures d'été mal teintées tachent les bas et les pieds des femmes. On pourrait citer des défauts semblables à l'infini. Le *Glos Pracy* lui-même. (La voix du Travail), organe de la C.G.T. polonaise, généralement très réservé, écrit, en date du 8 mai : « On peut donner des dizaines de tels exemples dans différentes branches industrielles ».

La situation a empiré dans le courant de cette année. Les normes de production, trop élevées, les salaires insuffisants pour vivre, le mécontentement qui règne dans les usines et les mines, l'embauche dans les entreprises industrielles d'ouvriers non qualifiés ou insuffisamment formés, tout cela ne contribue nullement à l'amélioration des articles fabriqués.

Au début du mois de mai 1952, la presse sonna l'alarme. On inaugura « les journées de franchise » et la campagne « pour la meilleure qualité de la production ».

Le premier personnage officiel qui parla dans la presse des malfaçons de la production, fut Ignace

ce Bursztyn, de la Commission de la Planification économique. Il dut reconnaître que les plaintes des consommateurs sont générales :

« On entend souvent les gens se plaindre de la qualité de notre production, on les entend fréquemment parler de « la bonne marchandise d'avant-guerre ». Pourquoi, avant la guerre, savions-nous fabriquer des articles solides tandis que maintenant nous ne le savons plus ? » (*Sztandar Młodych*, (Le Drapeau des Jeunes), du 10 mai 1952).

Certes, I. Bursztyn a tenté de circonscrire les malfaçons à la seule production de consommation. Celle de l'industrie lourde serait, à son avis, parfaite. Or, un article paru dans la *Trybuna Wolności* (La Tribune de la Liberté), hebdomadaire du P.C. polonais, du 7-13 mai, lui apporte un démenti flagrant. On y révèle en effet nombre de manquements et d'insuffisances dans l'industrie lourde :

« Dans les forges « Staline » et « Le 1<sup>er</sup> mai », les malfaçons atteignent 8 %... Les lingots de fer reçus par la forge « Batory », de la forge « Staline », pour être laminés, sont tombés en miettes au cours du travail et n'ont pu être utilisés pour la production. »

Le vice-ministre des Forges, Ignace Borejdo, précisa même :

« On sait, par exemple, que la qualité de la fonte produite par certaines forges a nettement baissé... Il en est de même pour les aciéries, dans lesquelles le rebut d'acier a augmenté au cours

de ces derniers mois » etc., (Sztandar Młodych, du 27 mai 1952).

Des « auto-critiques » provenant des entreprises fournissent d'autres exemples. En voici une, effectuée à l'usine de machines minières de Katowice :

« Entre autres outils, nous avons fabriqué des marteaux-piqueurs et — on est gêné de l'avouer — presque toute la production nous fut retournée. Nous n'accomplissons pas le plan : 80 % de la production étaient constitués par des malfaçons et du rebut...

« Au premier coup d'œil, nos marteaux-piqueurs ne se présentaient pas mal du tout, mais ils s'abîmaient rapidement à l'usage... On s'en servait pendant deux jours et, ensuite, ils allaient pendant trois mois aux ateliers de réparation. En apparence, les mines étaient mécanisées; mais, cette « mécanisation » compliquait plutôt le travail. Tous les jours, nous recevions des réclamations et on nous retournait des pièces détachées ou même des machines entières. »

(Sztandar Młodych, 20 mai 1952).

Dans le domaine de la production textile, même carence :

Le directeur de la « Section de la Confection

## « L'ivrognerie » fléau social

Plus les conditions d'existence deviennent difficiles, plus les hommes s'adonnent à la boisson, cherchant ainsi l'oubli de leurs soucis.

C'est ce qui se passe à présent en Pologne. Bien qu'au cours des deux dernières années le gouvernement ait à deux reprises augmenté le prix de la vodka, l'alcoolisme n'a pas diminué ; tout au contraire, il fait à présent plus de ravages que jamais.

En octobre 1950, le Comité central du Parti Ouvrier unifié déclara dans une circulaire spéciale la guerre à l'alcoolisme :

« L'ivrognerie doit être considérée comme un phénomène objectivement nocif. Le problème de la lutte contre l'ivrognerie doit être traité comme une sérieuse affaire politique, une grave tâche du Parti. »

Cette « sérieuse affaire politique » revient à présent sur la sellette.

« Que le problème de la vodka ne se présente point comme une affaire privée, les statistiques le prouvent.

« C'est la vodka qui est à l'origine de plus de 60 % des accidents d'automobiles, au cours desquels des milliers de personnes périssent tous les ans. C'est la vodka qui cause dans les usines près de 70 % des malfaçons et des avaries qui provoquent d'énormes pertes à l'Etat et des infirmités aux ouvriers.

« Il s'ensuit des chiffres fournis par la Milice Civique que tous les jours plusieurs centaines de personnes sont appréhendées pour s'être bagarées en état d'ivresse.

« Déjà en 1947, on a constaté qu'à cause de la vodka nous perdions tous les ans plusieurs millions de journées de travail représentant une valeur de 5 milliards de zlotys. Cette somme aurait

légère du Magasin central de marchandises » écrit :

« Nous possédons des parures en rayonne pour fillettes. Cet article ne s'écoule guère car les chemises sont faites pour des enfants de trois ans alors que les culottes ont la taille des fillettes de 7 ans...

« Les écharpes, dites « turques », se distinguent par un très malheureux assemblage de couleurs: par exemple du jaune et du marron voisinant avec du bleu ; En outre, ces couleurs sont tellement déteintes que les écharpes semblent avoir été lavées plusieurs fois. » (Sztandar Młodych, 20 mai 1952).

« La coopérative « Vêtement » de Plock avait fourni, le 5 avril dernier, à ses magasins, 736 pièces de vêtement de première catégorie. A la réception on s'est aperçu que les manches de plusieurs vestes étaient cousues de travers ; les autres vestes étaient trop étroites dans le dos. Les ceintures de manteaux étaient de couleur différente, etc... » (Zycie Warszawy, (La Vie de Varsovie), du 23 mai).

Ces quelques exemples suffisent pour donner une idée des graves malfaçons dont se rend coupable le régime communiste, qui exploite à la fois le travailleur et le consommateur.

permis de construire des logements clairs et confortables pour 100.000 familles ouvrières.

« Et comment évaluer, comment présenter en chiffres le fait qu'une partie de notre jeunesse au lieu d'étudier, de faire des sports, de lire, gâche ses meilleures années avec de la vodka ?... Comment présenter en chiffres les méfaits de la vodka, lorsque, la vigilance affaiblie, d'importantes informations d'ordre économique et militaire passent facilement aux agents des services étrangers de renseignements ? » (Trybuna Wolności (La Tribune de la Liberté), 21-27 mai 1952).

L'hebdomadaire du P.C. polonais, de même que les autres journaux, appellent l'alcoolisme « sombre héritage du capitalisme ». Mais force est bien de constater que cet « héritage », a été particulièrement enrichi dans la période « du socialisme victorieux » aussi bien en Russie qu'en Pologne.

On vient de prendre des mesures de répression à l'égard des personnes rencontrées ivres dans la rue. Les miliciens les appréhendent. Mais les affaires se corsent, lorsque :

« Sur la trace de chaque ivrogne qui, une fois dégrisé, reprend son travail, la Milice Civique adresse une lettre à l'entreprise... Cela, pour que la direction de l'entreprise tire toutes les conséquences à l'égard du travailleur ; c'est-à-dire pour qu'il soit l'objet d'une attention spéciale, qu'il soit séparé des autres ivrognes ou bien, dans le cas d'alcoolisme invétéré — obligé de subir un traitement approprié.

« Or, des entreprises et institutions prennent bonne note des renseignements et... se taisent » (Zycie Warszawy (La Vie de Varsovie) du 22 mai 1952, de l'article « Coup à l'alcoolisme »).

Une autre méthode est également employée lors de cette campagne anti-alcoolique : elle consiste à flétrir publiquement les ivrognes. C'est le journal du komsomol polonais, Sztandar Młodych (Le Drapeau des jeunes), qui bat le record en la matière,

n'hésitant pas à dénoncer ses propres membres (de l'Association de la Jeunesse Polonaise). C'est ainsi qu'à la date du 20 mai on a pu lire une apostrophe occupant le quart de la première page et conçue dans le style que voici :

« La brigade de jeunes travailleurs occupés à la mine « Staline » Sosnowiec est gênée dans son travail par le chargeur B. Pielech, membre de l'Association de la Jeunesse Polonaise, ivrogne invétéré et bagarreur qui s'est déjà rendu coupable au cours de cette année de quatorze journées d'absence injustifiée. Chassons les ivrognes de nos rangs, de nos brigades et nos sections. Découpez cet appel et affichez-le dans votre entreprise, à l'école ou dans votre village. »

La campagne antialcoolique, en principe louable et utile, en régime de démocratie populaire commence, comme toutes les autres campagnes, par la délation. En même temps, on s'efforce d'une manière de plus en plus nette de faire une équation : « ivrogne = ennemi de la Pologne ».

Cependant, le journaliste chargé de cette besogne ne doit pas perdre de vue certains détails qui peuvent, le cas échéant, provoquer sa perte. Il n'a pas le droit notamment d'oublier que le « premier citoyen polonais », B. Biérut aime beaucoup boire la vodka « à la santé de la patrie » ; que Cyrankiewicz, président du conseil des ministres, noie (trop souvent) ses soucis dans cette boisson. Sans parler des autres ministres et membres du Comité central... Et pour dire qu'il existe en Pologne « la jeunesse radieuse », combien le journaliste ne doit-il pas faire de sauts périlleux... de sa plume. En voici un exemple :

« Une nouvelle jeunesse grandit dans notre pays. La jeunesse radieuse... Et ce n'est point étonnant que les jeunes gens se mettent à table et lèvent leurs verres à l'avenir clair, le leur et celui de tous les autres... Combien de ceux qui s'attablent pour boire de la vodka oublient qu'un verre de trop c'est précisément le moment qu'attend l'ennemi pour frapper, s'informer, trouver la faiblesse. Ils oublient que ces verres pris en trop grand nombre c'est le gâchis de leur propres forces, physiques et morales ; c'est la source de la fainéantise le lendemain, de la malfaçon par inadvertance, souvent même, lorsque l'ennemi trouve un être plus faible — de la diversion et du sabotage » (Sztandar Młodych (Le Drapeau des Jeunes) du 20 mai 1952).

A l'inverse de l'organe de la « jeunesse radieuse », le quotidien *Zycie Warszawy* (La Vie de Var-

sovie), du 24 mai, consacre un article alarmant aux enfants et adolescents vagabonds. C'est un autre fléau qui prend tous les jours de plus grandes proportions. Les tribunaux pour mineurs ne chôment pas. Dans les camps de travail forcé de jeunes pensionnaires ne cessent d'arriver.

« L'école buissonnière, mensonges à la maison et à l'école, vagabondage avec les copains de la cour ou de la rue, ensuite la vodka, de petits vols — et la voie est toute tracée vers le tribunal. Parmi les affaires pénales jugées par le tribunal des mineurs à Varsovie, nombreuses sont celles de jeunes gens âgés de 15 à 17 ans inculpés de bagarres, d'outrages aux fonctionnaires (miliciens, contrôleurs d'autobus) en exercice de leur fonction et d'insultes à l'égard des passants. »

La nécessité de faire baisser les prix de revient de la production est un des principaux motifs de l'application de peines sévères à l'égard des bagarreaux en état d'ivresse. *La Vie de Varsovie* du 24 mai publie de nombreux noms des personnes qui « ont trop bu » :

« Les individus mentionnés par nous ont été dirigés par la Commission spéciale sur les camps de travail obligatoire, certains d'entre eux, pour deux ans. »

*Trybuna Ludu* du 27 mai écrit dans le même sens :

« Sur proposition du Procureur de Varsovie, la Commission Spéciale a envoyé aux camps de travail plusieurs ivrognes qui avaient provoqué des esclandres » (peine allant de 2 à 12 mois — N.D. L.R.).

A l'occasion de cette campagne — qui d'anti-alcoolique devient vraiment politique, selon le vœu du P.C. polonais — la presse est déchainée. Elle traite tous ceux que l'on trouve en état d'ébriété de « nervis », « trublions », « aventuriers ».

Enfin, elle assimile cette campagne « antialcoolique » à celle de la dératisation, menée actuellement à grand déploiement d'affiches de propagande :

« Dans le tram ou dans l'autobus, tu lis certainement, ami, les affiches « Le rat — danger social — ». Ainsi avec les ivrognes. Pour les combattre et les extirper, il ne suffit pas d'une campagne de quelques jours. Il faut les combattre sans arrêt et inflexiblement. C'est alors seulement que nous nous débarrasserons de cette espèce de vermine » (*Sztandar Młodych* du 27 mai 1952.).

## BULGARIE

### La situation du parti communiste

Le Parti communiste bulgare souffre d'un grave malaise qui paraît incurable. Cet état n'est pas nouveau. Les premiers signes d'une crise sérieuse apparus aux yeux des observateurs objectifs surgirent quelques mois seulement après la sortie du Parti communiste yougoslave du Kominform et l'exclusion de Tilo en 1948.

Le 5<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste bulgare était fixé pour l'automne de cette même année, mais son ouverture fut reportée à trois reprises à des dates ultérieures pour des « raisons techniques ». Lorsque le congrès eut enfin lieu du 18 au 24 décembre, ses séances dans la salle du théâ-

tre national de Sofia se déroulèrent dans une ambiance un peu particulière : des détachements de la milice et de l'armée encerclaient la place du théâtre, prêts à entrer en action au premier signal.

A la tête du Parti communiste bulgare à cette époque se trouvaient Georges Dimitrov, Vassil Kolarov, tous deux mondialement connus pour leur activité au sein du Kominform, et Traïtcho Kostov, secrétaire général du P.C., le plus éminent membre local du Parti.

Depuis lors, la situation au sein du Parti n'a fait que s'aggraver.

Georges Dimitrov meurt à Moscou en 1949 dans des conditions mystérieuses et 6 mois plus tard survient à Sofia le décès de son camarade Vassil Kolarov. La même année Traïtcho Kostov se voit accusé de « titisme » et de « manque de franchise à l'égard de l'Union Soviétique ». Il est exécuté par ses propres camarades qui entre autres l'accusent d'avoir été agent des Anglais et des Américains. C'est toujours au cours de cette même année que fut réalisée la grande épuration du Parti qui affecta la moitié des membres et des candidats-membres du Comité central, amis et camarades de Georges Dimitrov, Vassil Kolarov et Traïtcho Kostov.

Le 13 juin 1950 se tient à Sofia une conférence du P.C. bulgare. Valko Tchervenkov qui, à l'époque, est Président du Conseil, mais pas encore secrétaire général du Parti, fait un rapport sur les résultats de l'épuration :

*« ... Notre Parti compte actuellement 428.846 membres et 13.307 candidats-membres. Depuis le 5<sup>e</sup> Congrès jusqu'au 1<sup>er</sup> avril de cette année le Parti a exclu au total 92.500 membres et candidats-membres... »*

Le rapporteur essaie de justifier ces mesures, affirmant qu'elles servent à renforcer le Parti :

*« ... La diminution de nos membres n'est pas un signe de l'affaiblissement du Parti. Au contraire, cette diminution doit être considérée comme une preuve de son assainissement, car nous procédons à une vérification des rangs du Parti, en le débarrassant des éléments ennemis et carriéristes ou bien arrivistes. Ainsi nous renforçons notre Parti et resserrons ses rangs autour du Comité central. » (Novo Vremé, n° 6 et 7, 1950).*

D'ailleurs un avertissement avait été adressé aux rebelles dès le mois de janvier 1950 :

*« ... Le Comité central du Parti communiste bulgare doit être considéré comme le directeur suprême de la vie politique, publique, économique et culturelle du pays. Aucune institution, aucune organisation, aucune personnalité de chez nous ne peut et ne doit dépasser en importance le Comité central, le Bureau Politique du Parti. »*

*« Aucune décision ayant une importance pour notre pays ne peut être prise, aucune action décisive pour notre pays et pour nos travailleurs ne peut être entreprise sans le Comité central du Parti communiste bulgare, sans son accord et son approbation. Ceci doit devenir une loi immuable pour tous. »*

(Extraits du discours prononcé par Valko Tchervenkov, Président du Conseil, à la séance plénière du C.C. du P.C. bulgare, les 16 et 17 janvier 1950, (Novo Vremé, n° 1, 1950).

Durant toute l'année 1950 l'épuration bat son plein. Simultanément s'échauffe la lutte entre les candidats pour le poste vacant de secrétaire général du Parti.

Pendant les mois d'août et de septembre, le gouvernement procède à la collectivisation massive des terres. Semant la terreur et les cruautés, il parvient à intégrer contre leur volonté plus de la moitié des paysans-fermiers dans les kolkhozes qui, ainsi, englobent d'un seul coup la moitié des terres arables du pays, en avance sur les prévisions optimistes du Plan. Ces résultats s'expliquent facilement, car tous les membres du C.C. du P.C. bulgare rivalisent pour la première place dans cette course à la collectivisation.

En fin de compte, c'est encore Moscou qui donne son agrément à Valko Tchervenkov pour le poste de secrétaire général du Parti le 8 novem-

bre 1950, mais cette nouvelle n'est annoncée aux comités du Parti de Sofia qu'avec un retard de deux semaines.

L'année suivante, c'est le tour des organisations rurales du Parti. Elles tombent sous les coups de l'épuration, car on les rend responsables des difficultés et du peu d'enthousiasme rencontrés au cours de l'ensemencement de l'automne et du printemps.

En avril 1951 le Comité central du Parti se réunit pour examiner la situation au sein des organisations de base. Une épuration nouvelle est décidée et 1.600 commissions d'enquête sont constituées à cet effet.

Le pays s'agite. Dans l'arrondissement de Koula et dans plusieurs autres villages les paysans s'insurgent et pillent les kolkhozes.

Moscou se met en colère et exprime son mécontentement par le truchement de l'organe du Kominform: *Pour une paix durable et une démocratie populaire*. Voici ce qu'on lit dans l'éditorial d'un numéro du mois de juillet 1950 :

*« ... La situation est intolérable dans ce pays où certains membres importants du Parti se montrent hostiles aux décisions du Parti. Ceci ne saurait être toléré. Il faut résolument condamner les leaders qui s'isolent des larges masses du Parti et qui tentent de donner des ordres sans tenir compte de la critique et de l'autocritique. »*

Au cours de l'automne de l'année dernière, le C.C. reconnaît que ses directives étaient loin d'être respectées par tout le monde :

*« La politique du Parti est reconnue comme juste et bonne par tout le Parti. Elle ne rencontre aucune contradiction ou opposition. Nulle part et personne au sein du Parti n'a exprimé un désaccord quelconque. Cependant la politique du Parti n'est pas appliquée partout et par tout le monde de la façon dont le Comité central l'a définie et continué à la définir. A certains endroits nos militants locaux appliquent à l'œuvre non pas la politique du Parti, mais une politique toute différente. La politique du Parti n'est reconnue par eux que pour la forme, tandis qu'ils appliquent une politique propre... »*

(Recueil d'articles, édité par le P.C. bulgare, pages 348 et 349, septembre 1951).

Les résultats de l'épuration effectuée parmi les organisations rurales n'ont pas été publiés jusqu'à ce jour. On en parle uniquement dans l'organe du Kominform *Pour une paix durable et une démocratie populaire* du 9 mai 1952 :

*« ... A la suite d'une vérification minutieuse, 17.446 membres ont été exclus du Parti. Il s'agit dans la plupart des cas (9.272) d'éléments hostiles : anciens policiers ou membres d'organisations fascistes. Les autres sont en majorité des personnes ayant violé les lois de la démocratie populaire ou des arrivistes et des personnes moralement corrompues. Le nombre des personnes exclues pour s'être détachées de la vie des organisations du Parti n'est pas très élevé. En comparaison avec la première épuration de 1949, celle-ci s'est caractérisée par une plus haute conscience politique et par une vigilance accrue de la part des organisations du Parti... »*

La presse bulgare a publié récemment la dernière décision du C.C. du P.C. bulgare, relative aux conférences de mise au point qui se sont tenues pendant les 6 premiers mois de l'année 1952 avec les organisations du Parti des villes, des villages et des sections :

« ... Un grand nombre de faiblesses existe encore dans les différents comités des organisations et dans les formations de base »... « ... L'inspection relative à l'exécution des décisions du Parti n'est pas effectuée partout dans l'indispensable atmosphère d'intransigeance envers les fautes et les faiblesses, avec une exigence sévère ; l'inspection effectuée d'en haut ne concorde pas avec celle effectuée d'en bas. » ... « ... L'instruction du marxisme-léninisme est très insuffisante parmi les communistes des villages. »... « ... Le pourcentage des ouvriers inscrits dans le Parti n'est pas satisfaisant : très faiblement touchés sont surtout les ouvriers de certains secteurs importants de l'économie populaire, comme les mines, le bâtiment, le textile et les transports. » ... « Extrêmement insuffisante est l'action des comités du Parti et des organisations pour augmenter la vigilance révolutionnaire des

travailleurs contre les activités ennemies et contre la dilapidation de la propriété socialiste. » ... « La critique et l'autocritique ne sont pas déployées largement dans les rangs du Parti et dans les organisations politiques. » ... « Le C. C. du Parti estime que les Comités et les organisations du Parti doivent renforcer l'activité politique de masse parmi les paysans libres — futurs kolkhoziens. » (Rabotnitchesko Délo du 7 juin 1952).

Ce qui attire l'attention sur cette décision c'est qu'elle est purement schématique et qu'elle évite les données précises et les chiffres concrets. Cependant elle a son importance puisqu'elle démontre que la crise du temps du 5<sup>e</sup> Congrès, constatée lors de la 3<sup>e</sup> conférence du Parti en 1950, continue à sévir au sein des organisations du Parti. Les luttes internes et les antagonismes restent acharnés entre les communistes locaux et ceux venus de Moscou.

## LE COMMUNISME EN ASIE

### De la déviation à la dissidence

La politique soviétique en Asie crée des tensions dans les partis communistes locaux. Nous avons fait état, ici même, du témoignage de cet ancien responsable du Komintern, section Extrême-Orient, M. Roy, ex-leader du P.C. de l'Inde. Plus récemment, la direction politique du Parti communiste indien a été remaniée, à trois reprises au cours des trois ou quatre dernières années.

Deux « cas » particuliers s'inscrivent dans cette évolution troublée du communisme asiatique dont ils illustrent la crise interne. Le premier est celui d'un leader communiste de Malaisie, Siew Lau, condamné pour « déviation », fusillé en mai 1951. (Ce n'est que fin janvier dernier que l'exécution de Siew Lau a été officiellement confirmée). Le second est celui d'un ancien officier de l'armée rouge, d'origine indienne, le Dr. Satyanarain Sinha, un des ex-chefs du P.C. de l'Inde, aujourd'hui député au Parlement de New-Delhi, inscrit au parti du Congrès de Pandit Nehru.

Le correspondant à Singapour du *Manchester Guardian* (en date du 22 janvier) a donné une analyse détaillée du conflit qui a opposé, pendant près de deux ans, Siew Lau au Comité central du P.C. malaisien. Faute de place, nous ne pouvons que résumer cet intéressant article.

Né il y a 29 ans, Siew Lau s'est acquis une certaine renommée pour sa participation active à la guérilla contre les Japonais. Au sein du parti, il faisait figure du théoricien numéro 1. Dès le début de l'insurrection de 1948, Siew Lau devient secrétaire général du P.C. pour la province de Malacca. Mais se rendant compte des difficultés, sinon de l'impossibilité de poursuivre la lutte ouverte contre l'autorité gouvernementale, sans l'appui de larges masses, Siew Lau n'a cessé de réclamer l'arrêt du combat insurrectionnel et le passage à la clandestinité. Dans deux brochures qu'il a publiées, « Le principe dominant de la révolution malaisienne » et « Principe d'une juste distribution des plantations de caoutchouc », Siew Lau proclamait la nécessité de passer par une longue période de transition, sous un régime de « capitalisme démocratique », s'en prenant aux méthodes dictatoriales du Comité central, et se réclamait des enseignements de Mao Tsé Toung. D'abord suivi par ses compères du C.C., Siew

Lau a fini par être la victime d'un changement de tactique, imposé sans aucun doute par Moscou.

« Dans le communiqué condamnant Siew Lau, écrit le *Manchester Guardian*, le Comité central du P.C. de Malaisie l'a accusé « d'avoir divisé le Parti et sur le plan de l'organisation et sur celui de la politique à suivre », et a qualifié « d'erronées » ses critiques dirigées contre ceux qui ont supprimé toute liberté de discussion au sein du Parti. Il est « absurde », déclare le document du C.C., de réclamer pour les comités locaux la liberté de critiquer les instances supérieures du Parti, à une époque où les forces communistes sont faibles et vigoureusement combattues. »

Siew Lau a, de toute évidence, dû se rétracter, car il a été finalement expulsé du parti, en novembre 1950. Accusé, enfin, de préparer sa désertion, il a été fusillé, en mai 1951, en même temps que sa femme et son disciple le plus important.

\*\*

La dissidence de l'ancien leader communiste indien, Le Dr. Sinha a pris une tournure toute différente. L'intéressé qui est un ex-capitaine de l'armée soviétique, ayant reçu un entraînement militaire et politique en U. R. S. S., n'a quitté le P.C.I. qu'après son retour dans l'Inde.

Il vient de faire au Parlement de New-Delhi des révélations sur les méthodes communistes. Révélations qui, on s'en doute, ont soulevé sur les bancs des députés du P.C. de violentes protestations. Nous résumons les déclarations du Dr. Sinha à la fois d'après le *Manchester Guardian*, du 4 juin et le *New York Times*, du même jour :

« Ce discours était prononcé par un jeune député, âgé de 38 ans, qui avait eu la possibilité d'étudier de près et de première main la politique du Kremlin, le Dr. S. Sinha... Celui-ci a récemment démissionné du poste diplomatique qu'il occupait à la Légation de l'Inde en Suisse, pour se consacrer à la politique. Le Parti communiste indien, a déclaré le Dr. Sinha, travaille conformément aux directives qu'il reçoit du Komintern. Documents, cartes, papiers secrets à la main, il a démontré à la Chambre des Députés que l'insurrection communiste dans le Telengana,

Etat de Haïderabad, avait été préparée à Prague, Leipzig et à Moscou, et dirigée de ces capitales, et que les insurgés maintenaient « un contact direct par radio avec le quartier général situé en Europe orientale. »

« Voilà les documents qui prouvent la culpabilité des communistes », s'est écrié le Dr. Sinha, en ajoutant : « Ici, dans l'Inde, nous avons à faire à une branche de cette organisation mondiale qui n'a jamais cessé d'avoir le contact avec le quartier général; les écrits et les discours de tous les membres de l'opposition communiste ne sont que la répétition de ce qui a été dit et décidé à Leipzig. »

L'orateur a également rappelé l'existence d'un document adressé officiellement par le gouvernement soviétique à Hitler, au temps du pacte germano-soviétique, et dans lequel figure le passage suivant : « L'Union Soviétique déclare que le centre de gravité de ses aspirations territoriales se situe au sud de ses frontières méridionales, en direction de l'Océan Indien ». Le Dr. Sinha a également mis en garde ses collègues du Parle-

ment sur la menace qui pèse sur l'Inde du fait des menées communistes, organisées par la Chine, dans le Thibet voisin.

Signalons enfin rapidement les heureuses répercussions provoquées par les déclarations du Dr. Sinha, qui venaient compléter les mises en garde contre le communisme formulées récemment par M. Nehru :

« Un certain nombre d'indépendants de gauche qui, au Parlement, inclinaient vers la formation d'un front commun avec les communistes indiens, et que ceux-ci dominaient, ont complètement changé d'avis. De leur côté, les socialistes et le parti Kisan Mazdoor Praja (parti des ouvriers et paysans, N.D.L.R.) se sont mis d'accord pour créer un nouveau parti de gauche qui, par sa force, fera certainement pièce aux communistes. »

Voilà quelques-uns des remous causés par la politique de violence dictée aux différents P.C. asiatiques par Moscou. Le processus de décomposition interne ne fait que commencer,

## INDOCHINE

### Ho Chi Minh : « Duclos nous a aidé à gagner des batailles »

Nous avons cité déjà (B.E.I.P.I., 1-15 juillet 1952) d'après la radio d'Ho Chi Minh, des extraits de la presse du Viet-Minh réclamant la libération de Duclos. Les citations suivantes, plus complètes, sont faites d'après les journaux eux-mêmes.

C'est le journal le *Peuple* du 11 juin, organe du Parti Lao Dong du Vietnam qui publie un éditorial intitulé : « Les réactionnaires français doivent relâcher le camarade Duclos ».

Après avoir remarqué que « les instigateurs de guerre impérialistes ont montré leur face de barbares et se préparent à déclencher une troisième guerre mondiale », que « les traîtres français ont déjà vendu la France aux impérialistes américains », l'auteur affirme que « le peuple français ne peut pas suivre une autre voie que celle indiquée par le Parti communiste français pendant ces six ou sept dernières années, c'est-à-dire la voie de la lutte énergique pour l'indépendance nationale, la défense de la paix mondiale et la cessation de la guerre agressive française au Vietnam. »

Remarquons en passant cette restriction sur la politique du P.C.F. Pourquoi s'arrêter aux « six ou sept dernières années » de la ligne politique du Parti ? Parce qu'il leur est difficile d'avouer que de 1941 à 1945 les communistes glorifiaient ceux qui sont aujourd'hui des fauteurs de guerre à « faces de barbares » et que de 1939 à 1941 ils approuvaient la politique d'« amitié scellée dans le sang »... du peuple polonais par Staline et Hitler...

Il paraît, toujours d'après le *Peuple*, que « les réactionnaires français et les impérialistes américains » sont « submergés par la lutte croissante du peuple français » et qu'« en arrêtant le camarade Duclos, les réactionnaires français et les impérialistes américains ne font que trahir leur crainte devant la puissance du peuple fran-

çais et le grand prestige du Parti communiste français. »

C'est pourquoi « les ouvriers et le peuple vietnamien (entendez les communistes vietnamiens) coopéreront encore plus étroitement avec les ouvriers et le peuple français pour la libération du camarade Duclos, le grand ami du peuple vietnamien. »

« Le Parti communiste français et le camarade Jacques Duclos ont cimenté davantage l'amitié entre les peuples français et vietnamien. Le peuple vietnamien est reconnaissant envers le Parti communiste français pour avoir encouragé le peuple français à dénoncer à maintes reprises les complots et les manœuvres ignobles des colonialistes français, pour avoir lutté énergiquement pour la cessation de la guerre agressive au Vietnam. Le peuple vietnamien est profondément ému et n'oubliera jamais les termes énergiques et sincères employés par le camarade Duclos pour défendre les droits et les intérêts du peuple vietnamien à l'Assemblée nationale française, aux grandes réunions du peuple français et dans les journaux influents, du Parti communiste français. »

L'organe officiel du Parti communiste vietnamien rappelle également que « le 3 mars 1952, (anniversaire de la fondation du parti Lao Dong et de la fusion du front Vietminh et du front Lien-Viet) le camarade Duclos a envoyé au nom du Comité central du P.C.F. un télégramme à Ho Chi Minh, président de la République démocratique vietnamienne, dans lequel il exprime clairement le désir ardent du peuple de France de s'unir avec le peuple vietnamien. Ayant toujours lutté et continuant toujours à lutter contre l'occupation étrangère — a déclaré le télégramme — le peuple français comprend et soutient la lutte du peuple vietnamien pour la liberté et l'indépendance. »

« ... Le peuple français approuve la lutte et la résistance du peuple vietnamien qui inflige de cuisantes défaites aux colonialistes français, assénant des coups terribles aux projets des fauteurs de guerre d'asservir le monde entier. Sympathisant avec le peuple français sur les souffrances d'un peuple opprimé, les ouvriers et le peuple vietnamien désirent s'unir encore plus étroitement avec les ouvriers et le peuple français et soutiennent chaleureusement la lutte du peuple français pour la libération du camarade Duclos. »

C'est le même thème qui est repris par le journal vietminh *Salut national* (qui est l'organe du front Lien Viet), dans un éditorial rédigé par Hoang Quoc Viet, président de la confédération générale des ouvriers vietnamiens et vice-président du front Lien Viet, dont la radio vietminh donne des extraits le 19 juin.

Ce personnage considère que Duclos a été arrêté parce qu'il dénonçait « les réactionnaires français qui réprimaient la lutte du peuple français exprimant la solidarité du peuple vietnamien avec le peuple français dans sa lutte contre leurs ennemis communs, les impérialistes français et américains. »

« Pendant ces six dernières années, écrit Hoang Quoc Viet, depuis que les colonialistes français ont déclenché leur agression au Vietnam, le camarade Duclos a élevé la voix à l'Assemblée Nationale française, aux réunions, au cours des manifestations et dans la presse pour protester contre l'agression française au Vietnam, pour demander le retrait du corps expéditionnaire français du Vietnam ainsi que la liberté du peuple vietnamien. »

L'éditorialiste ajoute : « Cette lutte du peuple français a considérablement aidé la résistance du peuple vietnamien. Nous avons remporté de nombreuses victoires au cours des années passées grâce à la lutte des ouvriers et du peuple français, sous la direction du camarade Duclos et d'autres leaders. Plus nous sommes reconnais-

sants envers le peuple français, plus nous devons l'être envers le camarade Duclos, un ami intime, qui a toujours été du côté du peuple vietnamien. C'est pourquoi les ouvriers et le peuple vietnamien ont été extrêmement indignés, comme l'ont été les ouvriers et le peuple français, d'apprendre l'arrestation du camarade Duclos. »

Le Vietminh reconnaît donc que l'arrestation du leader communiste français lui avait porté un coup sérieux. Il reconnaît être en liaison avec le chef communiste et il a décidé de le venger... en tuant plus de soldats français.

« Nous soutiendrons chaleureusement le peuple français dans sa demande tendant à obtenir des réactionnaires français la mise en liberté du camarade Duclos. »

« A ce sujet, l'armée et le peuple vietnamien s'efforcent par tous les moyens de réaliser le plan de production et d'économie, d'exterminer les forces ennemies (c'est-à-dire les soldats français et la jeune armée nationale du Vietnam), de développer la guérilla (c'est-à-dire le terrorisme) et de déjouer les projets des colonialistes français d'utiliser des Vietnamiens pour combattre des Vietnamiens. »

Même orchestration dans le *Salut national* où Hoang Quoc Viet affirme que « Les ouvriers et le peuple vietnamien sont décidés à soutenir le Parti communiste français, la C.G.T. et le peuple français jusqu'à la victoire complète et à donner libre cours à leur haine envers les colonialistes français et les interventionnistes américains en luttant plus farouchement. L'armée vietnamienne tuera davantage de soldats ennemis, alors que les paysans et les ouvriers s'efforceront d'augmenter la production. »

Ces textes seraient à verser au dossier de M. Duclos, si M. Duclos avait encore un dossier à l'étude. Il est vrai qu'on pourrait toujours dire qu'il n'était pas sur les lieux.

## CHINE

# La coopérative — premier pas vers la collectivisation de la production et de la distribution

S'il est relativement aisé d'enlever une usine à son propriétaire légitime et de nommer à sa place un directeur, aux ordres de l'administration, il n'en est plus de même lorsqu'il s'agit de briser l'entreprise privée en matière de commerce, d'artisanat, d'agriculture, et de la remplacer par un système nouveau, collectiviste. Comment, en effet, amener les gens à se regrouper au sein de collectivités limitées au nom desquelles sera ensuite exploitée l'entreprise, autrefois individuelle ? Un récent article du *Rude Pravo*, en date du 20 juin, donne les premiers éléments de réponse à cette question qui est d'importance :

« Depuis la Libération, le mouvement coopératif a connu un essor extraordinaire en Chine populaire. Le nombre des membres des différen-

tes coopératives a atteint le chiffre de 82 millions de personnes, soit le sextuple du chiffre correspondant pour l'année 1949. Le développement des coopératives est largement favorisé par le gouvernement. Les coopératives bénéficient, en effet, d'importants prêts en argent, voient diminuer le taux de leurs impôts, jouissent de la priorité pour le transport des marchandises par le chemin de fer aussi bien que par route, lorsqu'il est effectué par les compagnies de transport d'Etat. »

Les avantages considérables aidant, — et aussi l'écrasement fiscal des récalcitrants, — les coopératives prennent une extension rapide aussi bien dans les régions agricoles que dans les vil-

1) « Dans les provinces où prédomine la culture de produits alimentaires et agricoles, les coopératives jouent d'ores et déjà le rôle le plus important. C'est ainsi que l'année dernière, dans la province ayant la plus forte production de coton, en Chine du Nord-Est (= comprenant notamment la Mandchourie, N.D.L.R.), les coopératives ont assuré sur l'ensemble des marchés 50 à 80 % de la production cotonnière. Les coopératives contribuent, par ailleurs, à l'accroissement de la productivité et de la production ; elles fournissent aux paysans des engrais artificiels, les outils, les produits destinés à combattre le fléau des insectes, etc.

2) « Dans les villes, ce sont essentiellement les coopératives de consommation qui voient croître le nombre des adhérents. A Pékin, à Tien-Tsin, à Shanghai, à Canton, à Tchoung-King, à Mukden, et dans d'autres grandes villes encore, les ouvriers font partie des coopératives dans la proportion de 70 %.

3) « De même, le nombre et l'importance des coopératives de production ne cessent d'augmenter. Elles sont, au total, 1.080. Ces coopératives produisent surtout le papier, les textiles, les ma-

tériaux de construction, les conserves de poisson, etc. »

Ne constituant à l'origine que des liens relativement lâches entre les producteurs, voire artisans, du même secteur, ou encore entre les consommateurs des mêmes produits, ces associations sont progressivement transformées, suivant l'exemple donné par les pays du glacieux européen, en coopératives dites uniques, c'est-à-dire jouissant du monopole dans chacune des branches intéressées. Grâce aux avantages de toutes sortes, elles parviennent facilement à éliminer les producteurs individuels — paysans, artisans, commerçants — qui, bon gré mal gré, doivent rejoindre la coopérative unique.

Par un aspect, l'expérience chinoise diffère de celle qu'ont connue les pays d'Europe orientale. Elle est, en quelque sorte, globale, portant simultanément sur l'agriculture, le commerce de détail et l'artisanat, alors que dans les pays de démocratie populaire en Europe, elle avait d'abord atteint l'agriculture pour n'être étendue que par la suite à l'artisanat et au commerce. C'est dire que le régime de Pékin met à cet égard les bouchées doubles.

## THIBET

# L'emprise chinoise s'affirme provoquant disette et mécontentement

Depuis le mois de mai 1951, le Thibet fait partie intégrante de la Chine communiste, en vertu de l'accord négocié à Pékin par Ngabongawang Jigme, leader pro-communiste et quatre ministres tibétains. Il y a un an (voir le B.E.I.P.I., numéro 50, pp. 21 et s.) nous avons analysé ici les principales dispositions de cet acte de capitulation grâce auquel :

1) Un « Comité administratif militaire » et un Etat-major régional, tous deux entre les mains de Chinois, prenaient le pouvoir législatif et exécutif,

2) Une dangereuse dualité était créée entre le Dalai-lama, le chef spirituel du Thibet, et le Panchem-lama, un autre chef religieux, âgé de 16 ans, protégé de la Chine où il a passé de nombreuses années.

3) Les forces armées tibétaines devaient être intégrées dans l'armée de « libération » chinoise.

Si les deux premières mesures sont entrées en application dès le lendemain de la signature de l'accord sino-tibétain, la dernière clause n'a commencé à entrer dans les faits qu'à partir de février 1952. Le 21 février dernier, Radio-Pékin a annoncé en effet (dépêche U.P. datée de Hong-Kong) que le Commandement militaire de la région avait été mis en place, le 10 février, et pourvu d'un chef, le général Chang Kuo Huva.

Les consignes données à cette occasion au commandant en chef, par le gouvernement central de Pékin, ont été reproduites par Viet Nam-Press, de Saïgon. Le général Chang Kuo Huva a été chargé, entre autres, de :

« Sauvegarder, organiser et consolider la défense nationale ; éliminer l'influence impérialiste agressive du Thibet ; sauvegarder la sécurité locale ; protéger les intérêts du peuple tibétain ;

*« Etablir des forces armées populaires et réorganiser les troupes locales tibétaines dans le cadre de l'armée de libération ; reprendre la production et essayer de répartir la nourriture pour faire face aux besoins du peuple tibétain. »*

Les pouvoirs du commandant en chef sont extrêmement étendus. Ses attributions ne sont pas seulement du domaine militaire, elles concernent également le ravitaillement des troupes et de la population tout entière. Celle-ci est évaluée à environ 3.750.000 personnes qui toutes pâlisent de l'occupation chinoise. Le passage que nous venons de reproduire contient une première allusion à la disette régnant actuellement au Thibet.

Ces révélations reçoivent une confirmation récente, grâce aux informations réunies et publiées par M. John Cardwell, un spécialiste anglais des affaires soviétiques et de la politique asiatique, qui écrit :

*« ... Les Tibétains se sont déjà rendu compte que la présence dans la capitale, Lhasa, et ses environs, de 5.000 soldats qu'ils n'avaient pas invités, est loin d'être un événement heureux. On rapporte de Kalimpong, ville-frontière située dans le sud du Thibet, que depuis l'occupation de Lhasa, les vivres ont diminué dans des proportions telles que les exigences de la garnison communiste menacent de famine la population civile. »*

L'état d'esprit de la population tourne rapidement au mécontentement, voire aux manifestations ouvertes contre les occupants :

*« ... avec la disette des vivres, la situation s'aggrave rapidement à Lhasa. Pas un jour ne s'é-*

coule sans que les Thibétains n'expriment leur mécontentement par des meetings et des manifestations dirigés contre les Chinois. Les murs sont couverts d'affiches réclamant l'évacuation du Tibet par les Chinois. Et des foules ont manifesté devant la résidence du ministre thibétain, Ngabongawang Jigme, lequel avait conduit la délégation qui, en 1951, était allée signer à Pékin le traité sino-thibétain. »

« Il n'est pas surprenant que les Thibétains manquent de vivres. Il y a probablement à l'heure actuelle au moins 10.000 soldats chinois dans leur pays. Et bien que derrière ses barrières de montagnes gigantesques et de déserts menaçants, le Tibet se soit toujours suffi à lui-même, son niveau de vie est peu élevé et son économie facile à ébranler. Les autorités chinoises pourraient évidemment fournir des vivres à leurs troupes, mais l'opération serait sans doute trop onéreuse... On estime que le coût du transport de mille tonnes

de riz, de Tchengtou à Dartchende, près de la frontière sino-thibétaine, équivaldrait au prix d'achat de 7.000 tonnes de riz. »

Aussi le commandement chinois qui fait vivre les troupes « sur le pays », se voit-il obligé d'utiliser la manière forte :

« ... les Chinois renforcent leurs mesures de sécurité. Les troupes stationnées à Gyantsé, important centre commercial situé à 272 kilomètres de Kalimpong, ont été ramenées à Lhassa, de même que celles de Shigatsé, qui se trouve à environ 120 kilomètres à l'ouest de Gyantsé où le Panchem-lama, âgé de 15 ans et rival du Dalai-lama, est revenu récemment après une visite à Pékin... Les autorités militaires ont informé Mao Tsé Toung de la situation, et ont mis un frein à la « fraternisation » des troupes avec la population de Lhassa. »

## LA VIE EN U.R.S.S.

### Situation de l'industrie cinématographique

La propagande communiste en France accorde une large place aux films soviétiques. Elle ne manque pas de les présenter comme des chefs-d'œuvre et oppose la production florissante du cinéma russe à la situation « catastrophique » du film français.

Une fois de plus, la réalité soviétique est tout autre. Le cinéma, en U.R.S.S., est l'objet d'une crise profonde, qui est ouvertement avouée par la presse de ce pays.

Une résolution du Comité central du P.C. russe (b), en condamnant en 1946 le film « *La grande vie* », a ouvert une période critique sévère du Parti et de trouble profond dans l'industrie soviétique du film, qui n'est pas encore apaisée.

Depuis, le marasme, loin de diminuer, n'a fait que croître. La critique et le contrôle rigoureux du Parti ont réduit la production soviétique du film à presque rien. De nombreux studios ne parviennent même pas à réaliser un film par an. La qualité des nouveaux films laisse beaucoup à désirer. Les cinéastes diplômés de l'Institut préfèrent renoncer à leur profession que d'être en butte à mille tracasseries. Quant aux spectateurs, las de tant d'œuvres de propagande, ils ont tendance à désertier les salles, et les directeurs sont contraints de projeter des films des pays satellites ou de l'étranger, ou d'anciennes productions soviétiques qui ont fait leurs preuves.

#### La résolution du Parti

En septembre 1946, le Comité central déclencha une attaque visant en particulier « *La grande vie* » et d'autres films. Le génial metteur en scène S.M. Eisenstein fut pris à partie pour le deuxième épisode d'Ivan le Terrible. Il termina ses jours dans une demi-disgrâce.

On reprocha au film « *Grande vie* », consacré à la reconstruction du Donbas d'avoir dépeint les organisations gouvernementales sous un faux jour et de présenter les héros « comme des ivrognes invétérés ». Déviation idéologique et immoralisme, tels étaient donc les deux griefs essentiels.

La résolution de 1946 critiquait également l'*Amiral Nakhimov* du célèbre Poudovkine et *Peuple simple* de G. Kosinsov et L. Trauberg.

Eisenstein et Pavel (l'auteur de « *Grande vie* ») durent confesser leurs fautes et reconnaître qu'ils n'avaient pas respecté la « vérité historique ». Poudovkine refit *Amiral Nakhimov* en tenant compte des critiques formulées.

La revue soviétique *Culture et vie* du 10 juillet 1946 a publié un débat sur la faiblesse des scénarios. L'article se plaignait de la pauvreté des thèmes, de la monotonie des sujets, et de la technique primaire de la caméra. Les opérateurs, les décorateurs, les metteurs en scène et les acteurs étaient tous critiqués pour leur manque d'initiative et d'effort.

Comme on pouvait s'y attendre, le ministre de la Cinématographie, Bolshakov, reçut un blâme et fut tenu pour responsable des pertes financières éprouvées par l'industrie cinématographique par suite du changement dans la ligne du Parti. Le président de la Commission du Budget — ainsi que le rapporte la presse américaine — fit connaître que 23 millions de roubles avaient été gaspillés dans l'industrie cinématographique ; sur cette somme, 14 millions figuraient pour films jetés au rebut. Plusieurs studios n'avaient pas réussi à produire un seul film en 1945 (*New-York Times*, 18 octobre 1946).

Pour tenter de pallier ces faiblesses, le Kremlin usa de deux moyens : Les critiques personnelles à l'égard des metteurs en scène et l'étude approfondie du marxisme-léninisme. *La Pravda*, dans un éditorial du 18 septembre 1946, insista sur l'obligation pour tous les membres de l'intelligentsia soviétique d'étudier le marxisme.

#### Films soviétiques en 1950-51

La résolution de 1946 donnait les directives pour l'industrie soviétique du film. Depuis, quels ont été les résultats ?

L'année 1951 trouve encore l'industrie cinématographique dans un état précaire. *Culture et vie*

du 1<sup>er</sup> novembre 1950, passant en revue la marche du cinéma en 1950, indiquait que, cette année-là, six films seulement avaient été mis en circulation bien que treize aient été tournés. Voici comment le journal explique cette situation anormale:

« C'est surtout le petit nombre de scénarios de valeur qui est responsable de cette situation... »

Un an plus tard, la situation ne s'est pas améliorée. La *Pravda* du 5 septembre 1951 résume avec amertume les résultats médiocres de cinq années de travail depuis la fameuse résolution de 1946.

« Notre cinéma est toujours en retard sur ce que demandent les spectateurs. De nombreux aspects de la vie ne sont pas mis en lumière, mais sont dépeints d'une manière sèche et incolore... Même dans de nombreux bons films récents, les spectateurs ont noté beaucoup d'insuffisances... Quelle explication peut-on donner, par exemple, du petit nombre de bonnes comédies, de films d'aventures, sportifs, de comédies musicales ?... »

Il y a évidemment une explication : c'est la tutelle qu'exerce le Parti, le contrôle d'une censure rigoureuse qui bride et paralyse toute initiative. Mais la presse soviétique ne peut naturellement souffler mot de cette cause véritable de la carence des films.

Le désarroi qui règne dans les milieux cinématographiques est mis en lumière dans un article de la *Gazette Littéraire* du 25 septembre 1951. Le rapport révèle que non seulement le programme d'études des jeunes directeurs de production a connu un fiasco presque complet, mais que les directeurs de production qui ont réussi sont ceux qui ont été formés en dehors de l'Institut cinématographique placé sous l'autorité du Parti.

« En 1950, les studios du ministère de la Cinématographie ont réalisé treize films. Les deux plus « jeunes » directeurs de la liste (des réalisateurs de films) se révélèrent par leurs films il y a treize ans. L'expérience des autres directeurs qui ont réalisé des films en 1950 remonte à 15, 25 ans et plus... Pas un jeune directeur ne réalisa un film l'an passé... Pas un jeune directeur ne prépare un film artistique personnellement en 1951.

Et pourquoi cela ?... Il y a à Moscou un Institut d'Etat de cinématographie. Il comporte sept sections, dont une section de direction de production. Celle-ci accorde chaque année à des jeunes gens des diplômes les accréditant comme directeurs de production de films artistiques. Au cours des quinze années de 1936 à 1951, 143 personnes ont reçu un tel diplôme. Est-il possible que ces personnes aient reçu un enseignement insuffisant ? Non, ce n'est pas exact. Les maîtres les plus distingués, les plus expérimentés du film soviétique ont en charge directe l'instruction des étudiants. L'Institut du cinéma dispose de laboratoires indépendants, d'une bibliothèque spécialisée... Comment se fait-il que, des 143 diplômés, directeurs de production de l'Institut d'Etat, nous n'en voyons figurer aucun sur la liste des directeurs ayant produit des films en 1950 ?

« 23 d'entre eux seulement ont eu l'opportunité de faire des films au cours des 15 dernières années. Cela ne signifie pas qu'ils aient réalisé 23 films, car le ministère, dans plusieurs cas, a réuni plusieurs jeunes directeurs pour leur confier la réalisation d'un film.

« Ce que sont devenus les 120 autres, il est difficile de le savoir. Beaucoup d'entre eux ont abandonné complètement le cinéma. Même les 23 personnes qui avaient réussi à mettre une première production sur pied ont connu une période

défavorable. Une seule d'entre elles a réussi à réaliser un second film.

« L'excuse du ministère — comme d'habitude inappropriée — est l'absence de scénaristes, et le petit nombre de scénarios valables. Les scénarios valables, au point de vue artistique et idéologique, sont loin d'être en quantité suffisante. L'établissement des plans concernant cette activité est mal fait.

« L'Institut de cinématographie, au cours de son existence a délivré des diplômes à plus de deux cents jeunes cinéastes. Où sont-ils ? Quels scénarios ont-ils écrits ? Il semble qu'aujourd'hui la majorité d'entre eux aient perdu tout contact avec le cinéma. »

La disette de scénarios provient du fait que les écrivains éprouvent une extrême difficulté à écrire un scénario qui réponde aux exigences idéologiques et qui ait une valeur artistique.

Si 1950 fut une mauvaise année pour le film soviétique, 1951 fut pire, et il n'y a aucun signe d'amélioration pour 1952. La production cinématographique a diminué à tel point qu'il est difficile de trouver des films pour les couronner. C'est ainsi que pour choisir le prix Staline en 1951, il fallut inscrire sur la liste les films réalisés l'année précédente.

9 films seulement furent mis en circulation en 1951. Ils furent parfois si peu appréciés du public qu'après quelques jours de présentation on dut remplacer certains d'entre eux par des films anciens.

Pour permettre l'exploitation des salles de projection, il fut nécessaire de passer un grand nombre de films étrangers venant principalement des pays satellites. Ces films sont bien entendu un remède incertain au mal dont souffre le cinéma soviétique. En plus de ces films, de vieux films américains furent relapés et présentés aussi anonymement que possible dans les salles d'exclusivité de Moscou. Rappelons à ce sujet que les autorités soviétiques viennent de se décider à présenter *Tarzan* en prenant soin d'expliquer aux spectateurs que *Tarzan*, bien que fils de bourgeois anglais, n'a pas été affecté par les tares de l'éducation capitaliste, puisqu'il a été élevé par des singes !

Le manque de films tant soviétiques que satellites était si grave qu'en avril 1951, un vieux film allemand intitulé « *Peter* » ressuscita et fut projeté simultanément dans les plus grands cinémas de Moscou. Ce film musical, qui ne comporte aucun sous-entendu politique, remporta un grand succès, ainsi que le film autrichien « *Le printemps sur la glace* », également sans contenu politique.

Les films soviétiques en 1951 ont pour thème principal la ferme collective (5 d'entre eux traitent ce sujet). Le plus connu, et celui qui a reçu les plus vifs éloges de la presse est le « *Chevalier à l'étoile d'or* ». Ce film est une suite de lieux-communs « dans la ligne », tendant à démontrer que plusieurs fermes collectives doivent unir leurs efforts pour construire une station électrique. Le héros est type parfait de l'homme nouveau soviétique, qui place au dessus de tout « les intérêts du peuple, du Parti et de l'Etat ».

Cinq ans après la résolution du Parti qui fut prise après la réalisation de « *La grande vie* », l'industrie cinématographique du film se trouve dans un état de stagnation pire qu'en 1946. Le cinéma soviétique est en proie à un déclin continu, qui fait un triste contraste avec les 40 ou 45 films de l'avant-guerre, les 20 ou 25 films du temps de guerre et la prétendue possibilité qu'aurait l'U.R.S.S. de tourner 3 à 400 films par an.